EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc et Tanger	FRANC et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	10 fr.
6 MOIS.....	14 "	16 "	18 "
1 AN.....	26 "	28 "	30 "

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales,) La ligne de 27 lettres
 réglementaires) 1 franc 50
 et judiciaires)

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

	PAGES
PARTIE OFFICIELLE	
Arrêté viziriel du 3 avril 1923/16 chaabane 1341 relatif à la délimitation des massifs boisés du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina.	509
Ordres généraux n° 375, 378	510
Additifs aux ordres généraux n° 346 et 326	510
Arrêté du général de division commandant la région de Marrakech relatif à la liquidation des biens appartenant à Henninger, Dietrich, Utting et Feder, séquestrés par mesure de guerre	511
Créations d'emplois	511
Promotion et démission dans divers services	511
Mutations dans le personnel du service des renseignements	511
Nomination dans le personnel des commandements territoriaux	512
PARTIE NON OFFICIELLE	
Compte rendu de la séance du Conseil de Gouvernement du 13 avril 1923	512
Situation politique et militaire de la zone française au Maroc à la date du 14 avril 1923	516
Chemins de fer à voie de 0m60. — Opérations de la caisse de garantie pendant le 4 ^e trimestre 1922	516
Statistique pluviométrique du 11 au 21 avril	516
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 1383 à 1394 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 793, 1007, 1010, 1032, 1101, 1148, 1150 et 1195. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 5757 5778 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 2382, 3836-3837-3838 3839-3840 3842-3843-4000, 4219, 4220, 4221, 4222, 4223, 4224, 4236, 4237, 4238 et 4239 ; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 2382, 4220, 4221, 4222, 4223, 4236 et 4239 ; Avis de clôtures de bornages n° 2607, 2798, 3836, 3900, 4092, 4219, 4224, 4227, 4237, 4238, 4294, 4366, 4423, 4463, 4466, 4490, 4526, 4527, 4537, 4603 et 4794. — Conservation d'Oujda : Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 556 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 556 ; Avis de clôtures de bornages n° 629, 680, 681 et 730.	517
Annonces et avis divers	531

règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;
 Vu la réquisition en date du 25 février 1923 du conservateur des eaux et forêts, tendant à la délimitation des massifs boisés du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la délimitation des massifs forestiers du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina, situés sur le territoire des tribus ci-après désignées :

- Imgrad ;
- Aït Zelten ;
- Ida ou Bouzia ;
- Ida ou Zemzem ;
- Ida ou Guelloul,

dépendant du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} juin 1923.

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1341,
 (3 avril 1923).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 avril 1923.

Pour le Maréchal de France,
 Gouverneur Résident Général,
 Le Vice-président plénipotentiaire
 Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

PARTIE OFFICIELLE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 AVRIL 1923
 (16 chaabane 1341)

relatif à la délimitation des massifs boisés du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION
 des massifs boisés du cercle des Haha-sud,
 Ksima, Mesguina.

LE CONSERVATEUR DES EAUX ET FORETS,

Vu l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'administration du domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des massifs boisés du cercle des Haha-sud, Ksima, Mesguina, situés sur le territoire des tribus Imgrad, Ait Zelten, Ida ou Bouzia, Ida ou Zemzem, Ida ou Guelloul.

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux, d'affouage au bois mort et de récolte de fruits d'arganier pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 1^{er} juin 1923.

Rabat, le 25 février 1923.

BOUDY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 375.

Le maréchal de France Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation, les militaires dont les noms suivent :

BAZA, Vicente, Mle 454, sergent du 3^e bataillon du 3^e régiment étranger :

« Au Maroc depuis octobre 1919. A pris part depuis cette époque à de nombreuses opérations faisant tous les jours preuve du plus beau courage. Le 8 février 1923, près de Skourra, se portant avec deux groupes de combat vers une position à occuper, a conduit parfaitement sa troupe, a éventé l'embuscade que lui tendaient les dissidents, et les a mis en fuite en leur occasionnant un tué et deux blessés. S'est à nouveau signalé le 10 mars 1923, en repoussant avec un entrain admirable un coup de main des dissidents. »

BONJEAN, Philippe, André, Mle 2279, caporal du 3^e bataillon du 3^e régiment étranger :

« Vieux et brave légionnaire. Le 9 mars 1923, près de Skourra, au cours d'un violent combat, s'est précipité le premier à la tête de ses hommes pour occuper la position à atteindre. A été grièvement blessé d'une balle à la poitrine. »

VERHEYEN, Adolphe, Auguste, Mle 5353, 2^e classe au 3^e bataillon du 3^e régiment étranger :

« Faisant partie d'un groupe tombé le 9 mars 1923, près de Skourra, dans une embuscade de dissidents et ayant reçu quatre balles dans le corps, s'est héroïquement redressé au moment où l'ennemi allait bondir sur lui pour lui enlever son arme et a tiré sur eux jusqu'à l'épuisement de ses forces. A tenu à rendre compte à son capitaine de ce qu'il avait vu et est mort à l'infirmerie du poste en disant : « J'ai fait mon devoir et ils n'ont pas eu mon fusil. »

Ces citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G. à Rabat, le 16 avril 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 378.

Le maréchal de France Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc les militaires dont les noms suivent :

VILLATTE, capitaine au service géographique du Maroc :

« Dirige depuis près de trois ans la section de phototopographie du service géographique du Maroc, où il fait preuve des plus solides qualités techniques et professionnelles.

« S'est toujours employé avec une activité inlassable et un grand dévouement à la direction des travaux longs et minutieux de restitution et d'interprétation des documents photographiques en vue de l'établissement des cartes.

« A mené à bien plusieurs missions géodésiques, soit à terre, soit en avion, survolant des régions dissidentes pour obtenir des précisions indispensables à la réussite de ses missions (région d'Outat el Haj et moyen Atlas en 1920, Ouauizert en 1921, Ida ou Tanan, grand Atlas et Beni Bou N'Sor en 1922. »

WACHENHEIM, lieutenant observateur au 37^e régiment d'aviation :

« Très brillant officier observateur, qui s'est spécialisé dans les questions de phototopographie et qui depuis janvier 1923 a parfaitement réussi de nombreuses missions photographiques très importantes au-dessus d'un pays dissident particulièrement difficile.

« A permis à la section de phototopographie du service géographique du Maroc d'établir dans d'excellentes conditions une grande partie des cartes où se dérouleront les opérations de cette année, fournissant ainsi au commandement une documentation inédite et précieuse. »

Au Q. G., à Rabat, le 19 avril 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.

ADDITIF A L'ORDRE GÉNÉRAL N° 346 du 10 décembre 1922.

Le maréchal de France Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation, les militaires dont les noms suivent :

CEGARRA, Ferdinand, capitaine au service des renseignements du Maroc :

« Placé sur sa demande à la tête d'un fort groupe de partisans, l'a commandé avec une rare distinction au cours des opérations qui ont abouti à la prise de Ouauizert. S'est particulièrement distingué les 9 et 17 septembre 1922, en s'emparant de haute lutte, après des assauts répétés et malgré des pertes sévères du Djebel Taguenza et du col de R'Nim, précédant sur ces positions les troupes régulières. »

DUMAITRE, Pierre, Emile, Mle 2280, 1^{er} canonnier servant à la 10^e batterie du 1^{er} régiment d'artillerie coloniale :

« Excellent soldat, modèle d'entrain et de dévouement. Au cours du combat du 20 septembre 1922 (marche sur Ouauizerk), a été atteint d'une balle à la tête, à son poste de tireur, alors que la batterie exécutait, sous un feu très dense de l'ennemi, un tir pour appuyer l'avance de l'infanterie. »

ADDITIF A L'ORDRE GÉNÉRAL N° 326
du 28 juillet 1922.

NORMET, Léon, Gaston, médecin principal de 2^e classe du service de santé du Maroc :

« Pendant le printemps de l'année 1922, a dirigé le service de santé du groupe mobile du sud de la région de Taza et a fait preuve, dans ces fonctions, d'un esprit d'organisation et d'un dévouement remarquables. »

« A pris les mesures les plus judicieuses et les plus énergiques pour juguler une épidémie de typhus qui menaçait de s'étendre. »

« A assisté à tous les combats, dirigeant avec un calme et une bravoure exemplaires le relèvement des blessés. S'est particulièrement distingué aux combats de Douira le 29 mars 1922, et d'Aïn Azinous, le 12 mai 1922. »

Ces citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Au Q. G. à Rabat, le 17 avril 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.

ARRÊTÉ DU GÉNÉRAL DE DIVISION
COMMANDANT LA RÉGION DE MARRAKECH
relatif à la liquidation des biens appartenant à Henninger, Dietrich, Utting et Feder, séquestrés par mesure de guerre.

Nous, général de division, commandant la Région de Marrakech,

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation des biens séquestrés par mesure de guerre et en exécution de l'article 7 dudit dahir ;

Vu l'arrêté de liquidation du séquestre Henninger, publié au *Bulletin Officiel* du 13 décembre 1921, n° 477 ;

Vu l'arrêté de liquidation du séquestre Dietrich, publié au *Bulletin Officiel* du 13 décembre 1921, n° 477 ;

Vu les arrêtés de liquidation du séquestre Utting, publiés au *Bulletin Officiel* du 13 décembre 1921, n° 477 et 2 mai 1922, n° 497 ;

Vu l'arrêté de liquidation du séquestre Feder, publié au *Bulletin Officiel* du 2 mai 1922, n° 497 ;

Vu l'arrêté publié au *Bulletin Officiel* du 26 septembre 1922, n° 518, nommant M. Boutes liquidateur des séquestrés ci-dessus,

ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE. — M. BONIFACE, Philippe, gérant séquestre à Marrakech, est nommé liquidateur des séquestrés Henninger, Dietrich, Utting, Feder, en remplacement de M. Boutes, avec tous les pouvoirs conférés par le dahir du 3 juillet 1920.

Marrakech, le 12 avril 1923.

DAUGAN.

CRÉATIONS D'EMPLOIS

Par arrêté du directeur de l'office des P. T. T., du 14 avril 1923, il est créé dans les services d'exécution de l'office des P. T. T. :

9 emplois de commis ;

8 emplois de facteurs français.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, du 11 avril 1923, il est créé 4 emplois de commis à la trésorerie générale.

PROMOTION ET DÉMISSION
DANS DIVERS SERVICES

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, du 12 avril 1923, M. CONNET, Joseph, adjoint des affaires indigènes de 5^e classe du service des contrôles civils à l'annexe du contrôle civil de Boucheron, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 27 mars 1923.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, du 14 avril 1923, la démission de son emploi offerte par Mlle BINI, Louise, dactylographe de 5^e classe du service des contrôles civils, à la région du Rarb, à Kénitra, est acceptée à compter du 1^{er} avril 1923.

MUTATIONS

dans le personnel du service des renseignements.

Par décision résidentielle, en date du 12 avril 1923, le lieutenant du cadre latéral BAILLON, du 13^e régiment de tirailleurs algériens, détaché à titre auxiliaire au service des renseignements, est mis à la disposition du secrétaire général du Protectorat (service des contrôles civils).

Cette décision aura effet à dater du 15 avril 1923.

Par décision résidentielle, en date du 16 avril 1923, le capitaine d'infanterie hors cadres de PRADEL de LAMAZE, chef de bureau de 1^{re} classe à la direction des affaires indigènes et du service des renseignements, est nommé chef du bureau de comptabilité des goums mixtes marocains, en remplacement du chef de bataillon Beigbeder-Calay, rapatriable.

Cette décision aura effet à dater du 1^{er} avril 1923.

NOMINATION
dans le personnel des commandements territoriaux.

Par décision résidentielle, en date du 12 avril 1923, le lieutenant-colonel DELPY, commandant le 4^e régiment de tirailleurs sénégalais du Maroc, est nommé commandant du cercle de Guercif.

Cette décision prendra effet à dater du 8 avril 1923.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMPTE RENDU
de la séance du Conseil de Gouvernement
du 13 avril 1923.

Le conseil de gouvernement, comprenant les représentants des chambres de commerce, des chambres d'agriculture et des chambres mixtes, s'est réuni le 13 avril 1923 à la Résidence de Casablanca, sous la présidence du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale.

I. — COMPTE RENDU DES MESURES PRISES A LA SUITE
DU PRÉCÉDENT CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Ecole d'Ouezzan. — La chambre de commerce de Kénitra avait demandé la création d'écoles à Ouezzan. Une école a été ouverte à Ouezzan le 1^{er} avril courant ; une école musulmane et une école israélite y seront, sauf imprévu, ouvertes en octobre prochain.

II. — QUESTIONS PRÉSENTÉES PAR LES SERVICES

Situation agricole. — Les pluies très abondantes qui sont tombées sur l'ensemble du Maroc occidental, au cours de la deuxième quinzaine de mars, ont rétabli la situation au moment où elle semblait irrémédiablement compromise par la sécheresse.

Les orges étaient cependant trop avancées pour pouvoir bénéficier pleinement de ces pluies et leur rendement, dans l'ensemble, sera inférieur à celui de 1922. Elles ont particulièrement souffert dans les Chiadma, en Chaouïa et dans les terres fortes des Doukkala. En Abda, elles avaient commencé à jaunir avant les pluies, néanmoins la récolte y sera moyenne. Dans les régions du nord, le retard de la végétation et les pluies mieux réparties leur ont permis de mieux résister, sauf dans certains districts, tels que celui de Petitjean.

Le blé a mieux supporté la sécheresse, bien que le tallage ait été arrêté dans la région de Rabat, en Doukkala et Abda ; toutefois, l'épiaison commence dans de bonnes conditions ; la végétation est en avance en Chaouïa et en Abda. Son développement est normal en Doukkala.

L'aspect des cultures est redevenu bon à Marrakech (où la pénurie d'eau a été surtout sensible en terre seguia), au Tadla, en Abda, Doukkala, dans le nord du Rarb, à Meknès et à Fès.

La récolte s'annonce supérieure à celle de l'an dernier et sera au moins moyenne, sauf échouage, toujours à craindre en fin avril-mai. Les surfaces emblavées sont notablement supérieures à celles des années précédentes et la production sera, de ce chef, très sensiblement augmentée.

Le rendement des fèves et fourrages sera médiocre. Toutefois, les terrains de parcours se sont améliorés à la suite

des pluies. L'herbe repousse vigoureusement à Fès, à Meknès, en Abda et dans les Ahmar ; un regain est possible dans les endroits privilégiés, dans la région de Rabat.

L'état des animaux s'est grandement ressenti de la sécheresse et de la pénurie d'herbe. Il est satisfaisant à Taza, Fès, Meknès, en Doukkala, Abda ; mais le bétail est resté maigre à Rabat et Casablanca, où le manque de fourrage a poussé les éleveurs à vendre, ainsi que dans la région de Petitjean et Dar bel Hamri. A Marrakech, l'état des animaux est irrégulier, celui des ovins est bon ou très bon, mais celui des bovins laisse à désirer, notamment en terre seguia.

Pas d'épizootie.

Les ensemencements de maïs et sorgho se poursuivent activement dans des conditions favorables.

La main-d'œuvre est abondante.

Dans le Maroc oriental, la situation n'a pas cessé d'être satisfaisante, et malgré quelques orages de grêle, on escompte une très bonne récolte de blé, d'avoine et même d'orge, si le siroco ne vient pas détruire ces espérances. Les plantations de vignes et d'arbres fruitiers sont terminées, ainsi que les repiquages de tabac. La récolte des petits pois se poursuit et donne satisfaction.

Les renseignements parvenus à la direction générale de l'agriculture, depuis la fin de mars, confirment l'amélioration générale de la situation.

Les pluies très abondantes du début d'avril ont permis de reconstituer les réserves d'eau. Elles ont eu même de l'influence sur les orges, dont la moisson a commencé en Abda.

Les blés commencent à épier dans de bonnes conditions et un rendement moyen est déjà assuré dans la région de Marrakech. Dans les autres, où la végétation est moins avancée, l'intervention du siroco est toujours à craindre, et l'on ne peut encore formuler d'appréciation autorisée.

Admission temporaire des blés. Prorogation des délais.

— La Société des Moulins du Moghreb exprime le désir d'obtenir une prorogation de délais d'un certain nombre de titres de perception relatifs à des blés admis temporairement sous le bénéfice des dispositions du dahir du 10 octobre 1922, et pour lesquels cette société n'a pas été en mesure de remplir, en temps voulu, les engagements souscrits.

Les chambres consultatives avaient été saisies de cette requête, qui était inscrite à l'ordre du jour du conseil de gouvernement. Toutefois, certaines d'entre elles ayant exposé qu'elles n'avaient pas eu un délai suffisant pour étudier la question, le conseil de gouvernement décide que la demande des Moulins du Moghreb sera examinée au prochain conseil supérieur du commerce, qui se réunira dans les premiers jours de mai.

Question de la valeur en douane. — Le directeur des douanes tient à exposer une fois de plus au conseil la thèse de la douane chérifienne en matière de taxation de la valeur, de façon à couper court, autant que possible, aux discussions et aux difficultés journalières que rencontre le service dans ses vérifications.

Il met en parallèle la théorie du prix de revient et celle des cours locaux, et démontre l'intérêt qu'a le commerce à l'adoption de cette dernière théorie, laquelle, au surplus, est strictement légale et est appliquée actuellement par tous les pays pratiquant le tarif *ad valorem*.

L'administration ne demande pas mieux que d'étudier

la question, très ardue d'ailleurs, d'une stabilisation périodique des valeurs, que réclame le commerce en général.

Les représentants des chambres reconnaissent, néanmoins, qu'en l'état actuel, la règle de taxation en douane suivie par le service, bien que forcément imparfaite, à cause de la nature même des taxations *ad valorem*, est la seule qui s'impose rationnellement.

Droits de portes. — Le directeur général des finances expose, au nom du gouvernement, un projet de réaménagement des droits de portes qui aura pour résultat de supprimer complètement les barrières intérieures actuelles et de reporter aux entrées de mer et aux entrées de frontières le produit total présentement recouvré par l'ensemble des budgets municipaux.

Cette réforme favorable aux échanges entraînera, en outre, une diminution considérable de frais de gestion et permettra, à la fois, par un réaménagement des taxes aux entrées de mer et de frontières et de quelques droits à l'exportation, non seulement de rétablir pour chaque municipalité, son produit actuel; mais encore de tenir compte, à son profit, dans l'avenir, d'une progression rationnelle fondée sur l'accroissement de la population ou du budget.

Enfin, dans la réorganisation projetée, il sera fait état du pouvoir de consommation des villes de l'intérieur, que le régime actuellement en vigueur laisse de côté, par définition même.

Budget. — Le directeur général des finances met le conseil au courant des résultats provisoires de l'exercice 1922, dont les dépenses se trouvent closes depuis le 31 mars.

Cet exercice est le huitième consécutif qui se solde en excédent.

L'excédent sera d'environ 8 millions, malgré des moins-values sur le tertib et la douane, mais grâce à de fortes économies sur les dépenses prévues.

L'avoir de réserve du Protectorat atteint 58 millions.

III. — QUESTIONS POSÉES PAR LES CHAMBRES CONSULTATIVES

Chambre d'agriculture de Casablanca

Programme de chemin de fer à voie étroite en Chaouïa.

— Le vice-président de la chambre d'agriculture de Casablanca fait connaître que sa compagnie a été amenée à examiner, en ce qui concerne la Chaouïa, une extension du programme sommaire indiqué dans l'aperçu donné l'année dernière touchant la réorganisation des voies de 0 m. 60.

Les suggestions de la chambre d'agriculture seront étudiées dès maintenant par la direction générale des travaux publics, en vue de l'établissement définitif du programme.

Compte rendu de la Semaine agricole. — Le vice-président de la chambre d'agriculture de Casablanca rend compte des résultats généraux de la Semaine agricole. Elle a eu un très vif succès auprès des indigènes comme des européens. Le nombre quotidien des visiteurs a été, en moyenne, de 7 à 8.000; il a certainement atteint 30.000 le dimanche 8 avril.

Pour qu'une manifestation de cet ordre puisse exercer une influence durable, il faut que sa périodicité soit assurée. De la discussion qui s'engage il résulte que les constatations les plus frappantes et les plus intéressantes concernent les progrès de l'élevage, du matériel agricole et des industries annexes de la ferme (cultures maraîchères et florales, etc.)

Pour que les résultats soient plus remarquables, il con-

vient toutefois, au moins au début, qu'un intervalle de deux années sépare les concours agricoles de cette importance. Entre temps pourraient se tenir, dans les différentes régions agricoles du Maroc, des concours régionaux alternant avec le concours général du Maroc, qui aurait toujours lieu à Casablanca, principal centre d'affaires du pays et le mieux outillé tant au point de vue des voies de communication que des installations, pour assurer à cette manifestation, ainsi que l'expérience vient de le prouver, toute son ampleur et son intérêt.

Cette question fournit l'occasion au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation de renouveler l'hommage public qu'il a déjà rendu à la très intéressante et utile manifestation agricole qui vient d'avoir lieu et à ses organisateurs. Il ajoute qu'il a été particulièrement heureux d'apporter à ceux-ci la coopération de ses principaux collaborateurs qui ont fourni à l'assemblée plénière des colons douze rapports techniques sur vingt rapports présentés. Le délégué à la Résidence générale s'associe à cet hommage.

Chambre de commerce de Casablanca

Plus-value. — M. Grand développe le vœu de la chambre de Casablanca tendant à l'abolition de la taxe de plus-value.

Le secrétaire général du Protectorat et le directeur général des finances font ressortir l'impossibilité où est l'administration de supprimer une taxe dont l'institution a été réclamée, dès 1912, par le gouvernement français lui-même et qui a reçu, à de nombreuses reprises, l'approbation explicite du Parlement.

Les critiques qui sont dirigées contre cette taxe sont celles qui peuvent viser tous les impôts sur le capital, mais il faut tenir compte du fait que la taxe de plus-value est l'unique impôt sur le capital en vigueur au Maroc, où n'existent ni impôt sur les successions, ni impôt sur les bénéfices de guerre. Il faut considérer également que le droit de mutation immobilière n'y est que de 5 % au lieu de 10 et 12 % en France.

Quant à certains détails de la législation de la plus-value, déjà notablement améliorée en 1920, rien n'empêche d'en faire à nouveau l'examen et d'envisager la possibilité d'une mise au point, destinée à la rapprocher le plus possible de l'appréciation exacte des valeurs comparées.

Taxe urbaine. — La chambre de commerce de Casablanca fait observer que l'évolution triennale de la taxe urbaine, laquelle servira de base invariable pour les rôles de 1922, 1923 et 1924, s'est trouvée arrêtée à la veille même où une baisse des loyers semble se dessiner manifestement. Elle demande s'il ne serait pas possible de modifier la loi sur ce point, de façon à tenir compte, au moins annuellement, des variations dans les valeurs locatives, sujettes en ce moment à une grande instabilité.

Le directeur général des finances, tout en faisant observer que tout impôt foncier est établi sur des forfaits et qu'il est difficile d'y introduire des coefficients de correction, étudiera la suggestion de la chambre.

La possibilité d'une révision quinquennale, par exemple, avec, dans l'intervalle, adoption d'un coefficient annuel, est à envisager.

Adjudication du 2° lot de menuiserie de l'Ecole industrielle de Casablanca. — Le président de la chambre de commerce de Casablanca expose que sa compagnie a été

saisie d'une réclamation des maisons Garde et Cie et Picard, à l'occasion de l'adjudication du 2^e lot de menuiserie de l'Ecole industrielle de cette ville.

Le directeur général de l'instruction publique répond que l'adjudication des travaux de menuiserie avait été primitivement fixée au 17 mars. Le cahier des charges spécifiait que les soumissions devaient parvenir à la direction de l'enseignement, sous pli recommandé, au plus tard le 16 mars, c'est-à-dire la veille de l'adjudication, suivant l'usage.

Cette adjudication ayant été reportée au 24 mars, le cahier des charges fut bien rectifié en ce qui concerne cette date, mais la rectification ne fut pas faite pour la date de réception des soumissions.

Deux entrepreneurs de Casablanca s'étaient conformés à cette indication et avaient fait parvenir leur soumission le 16 mars. Les autres concurrents se fiant à l'usage qui fixe que les soumissions doivent parvenir seulement la veille de l'adjudication, n'avaient envoyé leur soumission que le 22 mars.

Le jour de l'adjudication, le représentant d'une des maisons de Casablanca déclara à la commission qu'il entendait, au nom de la maison, faire des réserves si les plis arrivés après la date fixée (par omission de rectification) au cahier des charges étaient ouverts, exposant que les mandants avaient appris que certains concurrents n'avaient pas envoyé leur soumission dans les délais indiqués, que dans ces conditions, ils se trouvaient en état d'infériorité sur leurs concurrents, les prix des matériaux ayant subi une baisse importante entre le 16 et le 23 mars.

En présence de cette protestation, étant donné que deux concurrents seulement resteraient en présence, et après avoir consulté ses collègues, le président de la commission informa le représentant de la maison en question que, pour lui donner satisfaction en partie, aucun des plis ne serait ouvert et que l'adjudication serait reportée au 31 mars, que de nouvelles insertions seraient faites dans les journaux du Maroc, et que la date de remise des plis serait fixée au 30 mars.

Le représentant de la maison de Casablanca n'ayant élevé aucune objection sur cette proposition qu'il acceptait tacitement, elle fut adoptée par le bureau qui fut chargé de retourner les plis non ouverts aux intéressés.

Au jour fixé pour cette adjudication, un seul entrepreneur à Rabat était présent; les plis de tous les soumissionnaires de Casablanca et de Rabat, y compris celui de la maison ayant protesté, étaient régulièrement parvenus à la direction générale de l'instruction publique.

Les deux soumissionnaires de Casablanca avaient envoyé, en même temps que leur soumission, une lettre collective recommandée, dans laquelle ils protestaient contre la remise de l'adjudication, faisant connaître qu'ils avaient adressé une réclamation à la chambre de commerce et au syndicat des entrepreneurs.

Le président de la commission, après avoir consulté officieusement et à titre de simple renseignement un ingénieur de la direction générale des travaux publics, décida de passer outre à cette protestation et de procéder à l'adjudication.

La maison protestataire de Casablanca ayant fait l'offre la plus avantageuse fut déclarée adjudicataire.

Marché de gré à gré concernant le port de Mazagan. —

Le président de la chambre de commerce de Casablanca demande des renseignements sur l'adjudication des travaux du port de Mazagan.

Il est exposé qu'il ne s'agit pas d'un marché de gré à gré, mais d'une substitution demandée par la société adjudicataire et des renseignements sont donnés sur les circonstances qui ont amené, afin de ne pas interrompre les travaux, à envisager cette substitution.

Les travaux de Mazagan sont déjà assez avancés et l'administration tient la main à ce qu'ils soient menés de façon que les embarquements de la prochaine campagne de céréales puissent se faire à la nouvelle darse.

A Mogador, les travaux ont été repris et, avec des dragages, on va construire un nouveau terre-plein pour les céréales.

Chambre d'agriculture de Rabat

Transport des colis postaux et du courrier à Mechra bel Ksiri par la draine. — Cette question a été mise à l'étude dès que l'office des P.T.T. a été avisé de la création d'un service journalier par draine entre Kénitra et Mechra bel Ksiri, c'est-à-dire le 21 mars. Après entente avec la direction des chemins de fer à voie de 0 m. 60, il a été décidé que, à partir du 16 avril, le courrier de et pour Mechra bel Ksiri serait acheminé par draine.

Quant aux colis postaux, l'on ne peut, en raison de leur poids et de leur volume, les acheminer par draine, et ils seront transportés par le train.

Modification de l'arrêté viziriel sur les achats immobiliers. — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat signale au conseil la gêne considérable qu'apportent à la procédure d'immatriculation les oppositions tardives et suggère que le texte actuellement en vigueur soit modifié en établissant la forclusion à l'encontre des intéressés qui n'auront pas protesté au moment du bornage par le cad.

Il est répondu qu'il n'est pas possible de modifier la législation sur l'immatriculation, celle-ci est valable *ergo omnes* et doit laisser aux intéressés les délais nécessaires pour leur permettre de faire valoir leurs droits.

Le secrétaire général du Protectorat rappelle que la législation actuelle contient des sanctions qui permettent aux tribunaux de condamner à l'amende les opposants sans titres et toutes personnes intervenant indûment dans la procédure d'immatriculation. Il est indispensable, pour que les sanctions qu'on demande puissent être prises, que les intéressés déposent une plainte.

Les chambres n'auront qu'à signaler ces plaintes en temps utile au gouvernement, ce qui permettra à ce dernier de les faire suivre par les parquets, comme cela a déjà été fait.

Délits de pacage. — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat demande si l'on ne pourrait faire régler les délits de pacage par les caïds, de façon à obtenir un règlement rapide des conflits.

Cette question, qui a déjà retenu l'attention du gouvernement, sera résolue au moment de la révision, actuellement à l'étude, des dahirs de 1917-1918 sur l'élevage des bestiaux.

Etude des mesures propres à renforcer la sécurité. — Le président de la chambre d'agriculture de Rabat suggère un certain nombre de mesures qui paraissent à cette compagnie de nature à accroître la sécurité. Il demande, d'abord,

l'extension de l'usage du livret anthropométrique chez les travailleurs indigènes.

Il est répondu sur ce point que l'administration, qui s'est rendu compte de l'importance de cette question, saisit toutes les occasions qui se présentent pour munir les travailleurs marocains de livrets anthropométriques. Ceci se fait déjà dans les chantiers de travaux publics. De son côté, le chef de la région de Rabat, avec le service d'anthropométrie de la sûreté régionale, procède à l'établissement de fiches anthropométriques dans les fermes de sa région. Des instructions seront données aux autorités de contrôle afin de les inciter, en suivant l'exemple de la région de Rabat, à organiser, dans la mesure des moyens dont ils disposent, l'établissement de fiches anthropométriques pour les travailleurs de leur région.

Il est rappelé, à cette occasion, que les colons pourraient grandement faciliter la tâche de l'administration s'ils exigeaient de tous les travailleurs qu'ils emploient, la possession d'un livret anthropométrique au moment de leur recrutement.

Le président de la chambre d'agriculture de Rabat demande ensuite une répression plus énergique des crimes par le medjless criminel.

Il est répondu que le medjless criminel, ainsi qu'en font foi ses arrêts, est considéré comme réprimant très sévèrement les crimes.

Quant à la surveillance des repris de justice, elle est assurée par les contrôleurs civils de la région d'origine.

Chambre de commerce de Rabat

Suppression de la taxe urbaine pour les habitations à bon marché. — Il est pris note de la suggestion de la chambre de commerce de Rabat, pour les contrats à venir (dans le cas où l'Etat consentirait à de nouvelles avances), sous réserve toutefois de l'hypothèse où la législation viendrait à recevoir des modifications d'un caractère nettement philanthropique, car il importe, dans cette question, de ne pas perdre de vue l'intérêt de pousser à la réduction des prix des loyers.

Réglementation des ventes aux enchères publiques. — *Création des salles de ventes.* — Le président de la chambre de commerce de Rabat signale les multiples inconvénients résultant de l'absence d'une salle où s'effectueraient les ventes aux enchères. Ces ventes s'effectuent dans des lieux divers, les objets à vendre ne sont pas exposés, le public y vient peu, ce qui est également dommageable pour tous.

Il est répondu que la question de l'ouverture d'une salle des ventes est à l'étude.

Chambre mixte d'Oujda

Le représentant de la chambre mixte d'Oujda demande au gouvernement que l'exportation des moutons sur l'Algérie soit permise dès maintenant par prélèvement sur le contingent qui sera accordé prochainement au Maroc par décret.

Il est répondu que le Gouvernement général de l'Algérie, saisi par la Résidence générale, a donné son accord à cette organisation en ce qui concerne les moutons.

Chambre mixte de Fès

Tarifs des frais de magasinage en douane dans les ports. — Le président de la chambre mixte de Fès fait ressortir que le délai de franchise accordé pour le magasinage dans les

ports est souvent insuffisant pour permettre le retrait de la marchandise, car les documents nécessaires au retrait ne parviennent pas toujours à temps aux destinataires.

Cette question va être soumise à une enquête dans les ports de Casablanca, Rabat et Kénitra.

Concession du monopole de la distillation de l'alcool. — Sur une question de la chambre de Fès, le directeur général des finances rappelle au conseil la réglementation concernant l'alcool et s'étonne qu'il ait été parlé de monopole et de concession là où il ne saurait en exister ni en fait ni en droit. La création d'ateliers publics de distillation est une dérogation aux dahirs et arrêtés concernant la distillation industrielle et la distillation agricole, l'une et l'autre entièrement libres, sous les conditions habituelles indiquées par les dispositions en vigueur.

Ces ateliers publics ont été autorisés, à titre strictement précaire, pour permettre en fait la fabrication de la *mahia* et éviter les nombreux procès-verbaux auxquels donnait lieu, dans la population israélite, l'application rigoureuse des dahirs.

L'administration entend rester maîtresse absolue d'accorder ou de refuser ces autorisations, qui mettent en jeu le recouvrement d'une taxe extrêmement élevée et que le fisc doit suivre et surveiller de très près.

Elles ont été accordées à divers fabricants (et non point à un seul) et rien n'empêchera la régie d'en accorder plusieurs dans la même ville, si le besoin s'en fait sentir par la suite et si les intéressés remplissent les conditions voulues.

Les chambres de commerce se déclarent satisfaites par ces indications et reconnaissent que certains malentendus ont tenu à une connaissance imparfaite de la législation en vigueur.

Chambre mixte de Meknès

Maintien du projet de construction d'un sanatorium à Azrou. — Le président de la chambre mixte de Meknès rappelle au gouvernement le projet dont il a été autrefois question, de la construction d'un sanatorium à Azrou.

Le directeur général des services de santé répond que la réalisation de ce projet paraît pour le moins prématurée. En effet, avant de construire un sanatorium il faut être renseigné sur la maladie qu'on veut soigner. Cette étude est en cours, grâce aux dispensaires antituberculeux qui ont été créés dans tout le Maroc.

D'ailleurs, un fait nouveau s'est produit en ce qui concerne la construction d'un sanatorium. A la conférence d'Alger les services de santé des trois possessions françaises d'Afrique du Nord ont été amenés à se rendre compte des nombreux avantages que présenterait la création d'un sanatorium unique pour les trois pays. Il est donc impossible de prendre aucun engagement en ce qui concerne la construction d'un établissement de ce genre à Azrou.

Expédition des colis postaux de Casablanca dans l'intérieur. — Les colis postaux de et pour le Maroc sont acheminés sur leurs destinations au jour le jour. Si des retards se sont produits, ils sont dus à l'inobservation des instructions qui vont être renouvelés au personnel. Quant aux colis postaux originaires de l'intérieur, ils sont dirigés sur leurs destinations dans le plus bref délai possible. En ce qui concerne les transports effectués par la Compagnie générale de transports et de tourisme, l'Office des P.T.T. n'a pas qualité pour intervenir dans cette question.

Comme, d'autre part, l'exploitation de la voie normale de Rabat à Meknès va commencer le 1^{er} mai prochain, il semble que la question, en ce qui concerne la voie de 0^m60, ne présente qu'un faible intérêt.

Bureaux des travaux publics à Meknès. — A la demande de la chambre mixte de Meknès, relativement à la création d'un arrondissement d'ingénieur à Meknès, le directeur général des travaux publics répond que cette création n'a pu être proposée au budget de 1923, les services de Meknès ayant diminué d'importance au cours de ces dernières années. En ce qui concerne l'installation actuelle réalisée à la ville nouvelle, conséquence de l'abandon du bureau de Dar Baroud, les travaux ont permis d'utiliser une certaine quantité de matériaux que possédait le service ; ils sont d'une assez faible importance et il n'y avait donc pas lieu à adjudication.

Lots de petite colonisation. — Le vice-président de la chambre mixte de Meknès, tout en reconnaissant qu'il serait grandement imprudent d'installer des colons sur des lots de surface trop faible, suggère que, en 1923, l'on procède à un essai de petite colonisation. Certains lots, situés dans la région de Meknès, lui paraissent pouvoir être ramenés à 100 hectares, pour peu qu'ils comprennent une parcelle irrigable de cinq hectares.

Le directeur général de l'agriculture observe que cinq hectares irrigables équivalent, pour le travail qu'ils imposent et le profit que l'on peut en retirer, à une forte superficie de terrain sec et que la formule proposée ne saurait donc être considérée comme relevant de la petite colonisation. Au surplus, l'administration étudiera, pour la fixation des limites des lots à attribuer en 1923, — ainsi qu'elle l'a d'ailleurs toujours fait — les propositions des commissions des centres.

Ouverture de la gare d'Aïn Kouman au trafic des marchandises et des voyageurs. — Cette question est en ce moment soumise à la compagnie du Tanger-Fès, et l'administration a le désir d'y donner satisfaction dans toute la mesure compatible avec les nécessités de l'exploitation.

Tarification du tabac. — Il s'agit d'une question de simple détail, sur laquelle la direction générale des finances prendra l'attache de l'autorité militaire.

Chambre mixte de Marrakech

Obligation pour les candidats aux élections des chambres de commerce et d'agriculture d'être déclarés au moins dix jours avant le scrutin. — Le vice-président de la chambre mixte de Marrakech demande l'institution de la déclaration préalable des candidatures.

Les représentants des chambres consultatives, consultés, émettent un avis favorable à la mesure demandée par la chambre de Marrakech.

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 14 avril 1923.

Les opérations militaires continuent sur le front du moyen Atlas, bien que ralenties par le mauvais temps persistant.

Le groupe mobile du Tadla, après avoir installé de nouveaux postes dans la région d'Anougal qu'il a enlevée,

la semaine dernière aux dissidents, et les avoir reliés, par des pistes aménagées, aux organisations anciennes, a exécuté un nouveau bond en avant vers Tit N'Ziza, en pays Immihouache. L'ennemi a faiblement résisté et s'est replié sur Naour, dans la haute vallée de l'oued Drent. Par contre, nos troupes ont eu de très grosses difficultés provenant de la nature du terrain très accidenté et du sol détrempé par les pluies.

Dans la région des Beni Ouarain, le groupe mobile du Tadla sest porté, en trois bonds, à 5 km. au nord de Berkine (haute vallée de l'oued Zobzit), chassant devant lui la harka de Si Mohand-Azeroual qui lui a opposé, à la dernière étape, une vive résistance et a subi, de ce fait, de lourdes pertes. Là encore, nos troupes ont eu de gros efforts à fournir, en pays montagneux et extrêmement coupé, et par un temps exceptionnellement mauvais.

RÉGIE DES CHEMINS DE FER A VOIE DE 0 m. 60

Caisse de garantie

SITUATION FINANCIÈRE

Avoir au 30 septembre 1922	780.381,99							
Mouvement pendant le 4^e trimestre 1922								
Primes encaissées...	<table border="0"> <tr> <td>Octobre...</td> <td>11.407,95</td> <td rowspan="3">} 38.559,30</td> </tr> <tr> <td>Novembre.</td> <td>13.144,45</td> </tr> <tr> <td>Décembre.</td> <td>14.006,90</td> </tr> </table>	Octobre...	11.407,95	} 38.559,30	Novembre.	13.144,45	Décembre.	14.006,90
Octobre...	11.407,95	} 38.559,30						
Novembre.	13.144,45							
Décembre.	14.006,90							
Indemnités à payer	6.437,75							
Excédent de la Caisse pendant le 4 ^e trimestre 1922	32.121,55							
Avoir au compte spécial au 31 décembre 1922.	812.503,54							

Institut Scientifique Chérifien

SERVICE DE MÉTÉOROLOGIE

Statistique pluviométrique du 11 au 21 avril 1923

STATIONS	Pluie tombée du 11 au 21 avril	Pluie moyenne en avril	Pluie tombée du 1 ^{er} octobre au 21 avril	Pluie moyenne du 1 ^{er} octobre au 21 avril
Mechra bel Ksiri	36	34	407	441
Rabat	51.9	35	358.9	467
Casablanca	45	29	302.7	371
Settat	23.4	33	343.9	357
Mazagan	15.4	23	321.9	392
Safi	24	24	328.3	315
Mogador	44.5	20	316.5	289
Tadla	62.1	25	428.6	371
Marrakech	3	20	252.8	270
Meknès	39.1	42	467.5	476
Fès	23.1	52	378	471
Taza	38.4	52	403.8	499
Oujda	19.6	36	409.7	

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 1383^r

Suivant réquisition en date du 27 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, Kassem bel Hadj Mohammed el Asri, marié selon la loi musulmane, à dame Rekia bent Moulay Akka, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son frère Djelloul bel Hadj Mohammed el Asri, marié sous la loi musulmane, à dame Memnana bent Hadj Abdallah, tous deux demeurant au Djebel Dall près de Lalla Ghennou, contrôle civil de Mechra bel Ksiri, annexe de Souk el Arba du Rabr, et faisant élection de domicile à Rabat, chez M^e Bruno, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, d'une propriété dénommée « Ain Sekhoun », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Metnana », consistant en terrain de labours, située au contrôle civil de Mechra bel Ksiri, annexe de Souk el Arba du Rabr, tribu des Ouled Djellal, fraction des Beni Malek, au lieudit « Ain Sekhoun ».

Cette propriété, occupant une superficie de 300 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Bousselham Halhoul, aux Oulad Kholifa, et par celle de M. Boissoli, à Souk el Arba du Rabr ; à l'est, par la propriété des Khechachena, représentés par Lahmer ould Moufina, sur les lieux ; au sud, par la propriété des Oulad Djellal, représentés par Kassem bel Hadj Mohammed, requérant, et par celles de Hachemi ben Cherif et Kassem ould Mohammed ben Kassem, sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété des Maarif, représentés par Kassem ben Zohra, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moukia en date du 3 chaoual 1328, homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1384^r

Suivant réquisition en date du 27 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, Kassem bel Hadj Mohammed el Asri, propriétaire, marié sous le régime de la loi musulmane, à Rekia bent Moulay Akka, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1. Djelloul bel Hadj Mohammed el Asri, marié à dame Memnana bent Hadj Abdallah ; 2. Chakhebel bel Hadj Mohammed el Asri, marié à Tamou bent Haydia ; 3. Ahmed bel Hadj Mohammed el Asri, marié à Fatna bent el Amri ; 4. Tayeb bel Hadj Mohammed el Asri, marié à Zahira bent Zembrani ; 5. Abdelkader bel Hadj Mohammed el Asri, marié à Aïcha bent Cheikh Kassem ; 6. Benaïssa Hadj Mohammed el Asri, célibataire, mineur ; 7. Sitel bel Hadj Mohammed el Asri, célibataire, mineur ; 8. Allal bel Hadj Mohammed el Asri, célibataire mineur ; 9. El Hadj bel Hadj Mohammed el Asri, célibataire mineur ; 10. Tahera bent el Hadj Mohamed el Asri, célibataire mineure ; 11. Zineb bent el Hadj Mohammed el Asri, célibataire mineure ; 12. Henia bent el Hadj Mohammed el Asri, célibataire mineure ; 13. Zohra bent el Hadj Mohammed el Asri, célibataire mineure, tous sous la tutelle de Abdelkader bel Hadj Mohammed el Asri, susnommé ; 14. Zohra bent Abbas, veuve de Hadj Mohammed ben Chaed el Asri ; 15. Tamou bent Mait Tegaouti, veuve de Hadj Mohammed ben Chaed el Asri ; 16. Lemmas bent Bousselham Djellali, veuve de Hadj Mohammed ben Chaed el Asri, tous demeurant au Djebel Dall, près de Lalla Ghennou, contrôle civil de Mechra bel Ksiri et faisant élection de domicile à Rabat, chez M^e Bruno, avocat, boulevard de la Tour Hassan, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de

14/192 pour les dix premiers, de 7/192 pour les quatre suivants et 8/192 pour les derniers, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Zerdghioul », consistant en terrain de labours, située au contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Beni Malek, lieudit Zerdghioul, près de Lalla Ghennou, douar des Oulad Djellal.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Kacem bel Hadj Mohammed, requérant, et par celle de Hachemi ben Cherif, sur les lieux ; à l'est, par la propriété de Kassem bel Hadj Mohammed, requérant, et par celle de Djelloul ben Touhaou, sur les lieux ; au sud, par la propriété de Saïd ben Bousselham, sur les lieux, et par celle de Hachmi ben Cherif, susnommée ; à l'ouest, par les propriétés de Driss ben Bousselham, sur les lieux, de Kacem bel Hadj Mohammed, requérant, et de Khemmali bel Moghraoui, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueillie dans la succession de leur auteur Hadj Mohammed ben Chaed el Asri, aux termes d'un acte d'adoul en date du 26 jourmada II 1341, homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1385^r

Suivant réquisition en date du 28 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, Mme de Barrin, Alphonsine, Marie, Louise, mariée à M. Onfroy de Verez, François, Marie, Henri, Marcel, chef du service de l'enregistrement et du timbre au Maroc, le 9 décembre 1907, à Draguignan (Var), sous le régime dotal avec communauté d'acquêts, suivant contrat reçu par M^e Etienne, notaire à Draguignan, le 7 septembre 1907, demeurant et domicilié à Rabat, rue de Dijon, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement des Fonctionnaires lot n° 6 », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Guiscard », consistant en maison d'habitation, dépendances et jardin.

Cette propriété, occupant une superficie de 785 mètres carrés, est limitée : au nord-ouest, par la rue de Dijon ; au nord-est, par la propriété de l'Avenir de Rabat-Salé, à Rabat, rue Henri-Popp, maison Benaïm ; au sud-ouest, par les domaines ; au sud-est, par une rue non dénommée.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1^o l'interdiction d'établir un établissement industriel ou commercial sous peine de résolution ; 2^o de vendre à autre personne que fonctionnaire sans majoration de prix pendant dix ans, du 20 mai 1920, et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le 26 février 1923, aux termes duquel les Domaines lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1386^r

Suivant réquisition en date du 16 mars 1923, déposée à la Conservation le 28 du même mois, M. Mas, Manuel, bricquetier, marié sans contrat, à dame Molina, Dojorès, le 25 novembre 1922, à Meknès, demeurant et domicilié à Meknès, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 361 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mas », consistant en terrain bâti, située à Meknès, ville nouvelle, à l'angle de l'avenue Millerand et de la rue Massenet.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadé, à la Mahakma du Cadé, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Cette propriété, occupant une superficie de 600 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Bruno, avocat à Rabat; à l'est, par l'avenue Millerand; au sud, par la rue Massenet; à l'ouest, par la propriété de M. Pinchon, à Meknès.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une zone de *non edificandi* de 5 mètres de large sur l'avenue Millerand et la rue Massenet et une hypothèque au profit de M. Vincent, docteur en médecine à Meknès, pour sûreté d'un prêt de dix mille francs (capital, intérêts et frais), suivant acte sous seings privés du 23 mars 1923, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 3 décembre 1921, aux termes duquel M. Held, Paul, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1387

Suivant réquisition en date du 8 février 1923, déposée à la Conservation le 29 mars 1923, les djemâas des Aït Akka, Aït M'Barek, Aït Bouazza et Aït Kassou, fraction des Oulad Amrane, contrôle civil des Zaërs, représentée par Kaddor ben Lasri, Sid ben Larbi ben Amrane et Larbi ben Layachi, mandataires spéciaux des dites djemâas, demeurant sur les lieux, et autorisée par le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Dfilate », consistant en terrain de culture et de pâturages, située au contrôle civil des Zaërs, à Camp Marchand, tribu des Oulad Amrane, fraction des Aït Akka, à 15 kilomètres au sud de Camp Marchand.

Cette propriété, occupant une superficie de 450 hectares, est limitée : au nord, par la forêt des Djebel el Fedj; à l'est, par une piste et la propriété de Sidi Zaer ben Sid el Bah'oul, du douar des Kadriine, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs; au sud, par la propriété de M. Portes, sur les lieux; à l'ouest, par l'oued El Ayafa.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 27 jourmada I 1341, homologué, lui attribuant ladite propriété en suite d'une longue jouissance.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1388

Suivant réquisition en date du 27 mars 1923, déposée à la Conservation le 29 du même mois, M. Ascich, Léon, Denis, marié sans contrat, à dame Bua, Lucie, Nohal, le 15 février 1908, à Tunis, demeurant et domicilié à Kénitra, route de Salé, lotissement Biton, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Biton lot n° 35 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Belvédère », consistant en terrain à bâtir, située à Kénitra, lotissement Biton, au km. 34,800 sur la route de Salé à Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 905 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée; à l'est, par la propriété de M. Duarte Witt, à Rabat; au sud, par la propriété de M. Deleuze, à Kénitra; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Kénitra, du 6 décembre 1921, aux termes duquel M. Biton, Jacob lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1389

Suivant réquisition en date du 29 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, Brahim ben el Habib es Sahli el Alouani, marié selon la loi musulmane, à : 1° Khadidja bent el Caïd el Hanati, il y a 25 ans environ; 2° Fethouma bent Hamadi ould Ahmed, il y a 5 ans, demeurant et domicilié au douar Ech Chikh, fraction des Oulad Alouah, tribu des Schoul, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a

déclaré vouloir donner le nom de « El Qissaria », consistant en terrain de labours, située au contrôle civil de Salé, tribu des Schoul, fraction des Oulad Alouah, douar Ech Chikh, à 5 km. au sud de la route allant au ravin dit « Chaba el Harcha ».

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété de Mohammed ben Ali, sur les lieux; au sud, par les propriétés des Oulad Haddi ben Hamadi; de Mohammed di Bou Derbala ben Semahi, de Ben Rezoug ben M'Hammed et de Ben M'Hammed ben Bou Mahdi et Si Miloud, tous sur les lieux; à l'ouest, par les propriétés des Oulad Haddi ben Hamadi, susnommés, et de Mohammed et Bou Derbala susnommés et de Mohammed ben Miloud, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 10 jourmada II 1330, homologué, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1390

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la conservation le 29 du même mois, M. Boniface, Gaston, Genny, Félix, célibataire, demeurant et domicilié à Kénitra, avenue de la Marne, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Lot domanial n° 83 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Blanche et Jane », consistant en terrain, bâti et à bâtir, située à Kénitra, à l'angle de l'avenue Largeau et de la rue Driant.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.500 mètres carrés, est limitée : au nord, par l'avenue Largeau; à l'est, par la rue Driant; au sud, par la propriété de M. Cortey, à Rabat, rue Jane-Dieulafoy; à l'ouest, par les domaines.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 29 jourmada I 1341 (17 janvier 1923), homologué, aux termes duquel les domaines lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1391

Suivant réquisition en date du 29 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, M. Strizzi, Dominique, entrepreneur de plâtrerie, marié sans contrat à dame Albo, Guiseppina, le 28 août 1909, à Feretville (Tunisie), demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, boucle du Tanger-Fès, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Villa Strizzi », consistant en terrain bâti, située à Meknès, ville nouvelle, quartier de la Boucle du Tanger-Fès.

Cette propriété, occupant une superficie de 288 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Calabouche, sur les lieux; à l'est, au sud et à l'ouest, par trois rues non dénommées.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 7 jourmada I 1341, 27 décembre 1922, homologué, aux termes duquel la ville de Meknès lui a cédé, à titre d'échange, ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1392

Suivant réquisition en date du 28 mars 1923, déposée à la conservation le 30 du même mois, M. Volle, Ferdinand, Antoine, Clément, commerçant, marié sans contrat à dame Boulet, Julie, Célestine, le 6 octobre 1888, à Marseille, et Gautier, Paul, Louis, Alexandre, Marie, Geneviève, le 9 avril 1919, à Casablanca, demeurant et domiciliés à Kénitra, boulevard du Capitaine-Petitjean, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par parts égales d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : « Immeuble Volle-Gautier », consistant en terrains bâti et à bâtir, située à Kénitra, boulevard du Capitaine-Petitjean.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.200 mètres car-

rés. est limitée : au nord, par le boulevard du Capitaine-Petitjean; à l'est, par la rue du Sebou; au sud, par les domaines; à l'ouest, par la rue de l'Yser.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date du 25 mars 1922, aux termes duquel M. Duprat leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1383°

Suivant réquisition en date du 29 mai 1923, déposée à la conservation le 4 avril 1923, M. Champel, Paul, Louis, Joseph, colza marié sans contrat à dame Thevot, Noëlie, Aveline, Julienne, le 16 octobre 1905, à Vayres (Ardèche), demeurant à Mechra Bel Ksiri, buffet de la gare, et faisant élection de domicile à Kénitra, chez M^e Malère, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Lotissement urbain de Sidi Yaya, lot n° 2 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Champel », consistant en terrain bâti, située à Sidi Yaya, contrôle civil de Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.144 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Benayoun, Prosper, négociant à Kénitra; à l'est, par le chemin de fer à voie normale; au sud, par la propriété de M. Raillara, propriétaire à Lalla Ito; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 jourmada II 1314 (4 janvier 1923), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1394°

Suivant réquisition en date du 29 mars 1923, déposée à la conservation le 4 avril 1923, M. Cellard, Fernand, Henri, limonadier, marié sans contrat à dame Bohomme, Augustine, Apollonie, le 11 juin 1898, à Aigues-Vive (Gard), demeurant et domicilié à Rabat, rue de la Marne prolongée, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Cellard », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, rue de la Marne prolongée.

Cette propriété, occupant une superficie de 480 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Torre, ingénieur des travaux municipaux à Rabat; à l'est, par la propriété de Mme Fittes, à Nice, représentée par M. Barabino, entrepreneur de plomberie à Rabat, avenue de Témara, et par celle de M. Lapin, docteur en médecine à Rabat, rue de Nîmes; au sud, par la propriété de M. Saucay, entrepreneur à Rabat, rue de la Marne prolongée; à l'ouest, par la rue de la Marne prolongée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Rabat du 24 mars 1923, aux termes duquel M. Videau, Henri, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 5757°

Suivant réquisition en date du 13 mars 1923, déposée à la conservation le 15 mars 1923 : 1° M. Georges Braunschwig, veuf de Laure Simon, décédée à La Baulde (Loire-Inférieure), le 5 septembre 1916, avec laquelle il s'était marié le 22 août 1904, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat passé devant M^e Billig, notaire à Sainte-Marie-aux-Mines, le 18 août 1904; 2° M. Abraam Haïm Nahon, marié more judaïco à dame Orovida, née Abecasis, le 18 octobre 1911, à Gibraltar, demeurant tous deux à Casablanca, 7, avenue du Général-Drude; 3° Mohamed ben Bouchaïb ben Sedia, marié selon la loi musulmane; 4° Yamina bent Hadi Bouazza, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Bouchaïb ben Sedia précité, tous deux demeurant à Casablanca, rue Djema ben

Mellouk, domiciliés à Casablanca, rue du Général-Drude, n° 1, chez M. Jamin, leur mandataire, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de : 10,655 % pour chacun des deux premiers; 21,790 % pour le troisième et 58,100 % pour le quatrième, d'une propriété dénommée « Bled Ettouissal », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Ouaratit III », consistant en terrain nu, située à Casablanca, El Maarif, route de Mazagan, côté sud, à 4 km, environ (en dehors du périmètre urbain).

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, 16 ares, 40 centiares, est limitée : au nord, par l'oued Bou Skoura et au delà par la propriété dite « Talbi III », rég. 4290 c., appartenant à Ben Braïm, à Casablanca, rue du Four, n° 44 bis; à l'est, par Kébir ben Mohamed, à Casablanca, rue de Fès; n° 41 ter; au sud et à l'ouest, par les héritiers de Taïbi Ghalef, chez leur mandataire Si Mohamed ben Abderrahmane, à Casablanca, derb Ghalef, avenue du Général-d'Amade prolongée.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une servitude réciproque de passage sur la limite est, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 13 rejeb 1340, aux termes duquel Aïcha Ziani a vendu à MM. Braunschwig et Abraham H. Nahon sa part sur ladite propriété, étant expliqué que par acte de partage du 27 jourmada II 1340, homologué, cette dernière avait été déclarée attributaire avec les autres corequérantes du dit immeuble.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5758°

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1923, déposée à la conservation le 1^{er} mars 1923, Mlle Elbaz, Julie, de nationalité française, célibataire, demeurant et domiciliée à Casablanca, rue de Marseille, immeuble Ferrara, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : « Villa Juliette, consistant en terrain nu, située à Casablanca, El Maarif, rue d'Annam.

Cette propriété, occupant une superficie de 250 mètres carrés, est limitée : au nord, par Si Mohamed ben Souda, à Casablanca, rue de Mogador; à l'est, par une rue non dénommée du lotissement Murdoch Butler, 135, avenue du Général-Drude, à Casablanca; au sud, par M. Rey, à Casablanca, El Maarif, rue d'Annam; à l'ouest, par Si Mohamed ben Abdesslam ben Souda, à Casablanca, rue de Mogador.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 25 septembre 1922, aux termes duquel M. Wolff lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5759°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, M. Decq, Joseph, Bonaventure, marié à dame Charpentier, Germaine, Marie, Julie sans contrat à Rennes, le 15 février 1910, demeurant à Rennes, 38, faubourg de Fougères et domicilié à Casablanca, 217, boulevard de la Liberté, chez M. Maragé, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Les Cigognes », consistant en terrain nu, située à Casablanca, quartier Lusitania, lotissement Decq.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.030 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Decq, requérant, et M. Haller, architecte, rue de la Liberté, 52, à Casablanca; à l'est, par l'avenue du Général-Moinier et la rue du Capitaine-Hervé; au sud, par le carrefour de l'avenue du Général-Moinier et la rue A.A.; à l'ouest, par Hai Djilali ben Guendaoui, derb Benguendaoui, boulevard du 2^e Tirailleurs, à Casablanca.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 6 jourmada 1340, homologué, aux termes duquel les héritiers de Sid Thami ben Mohamed ben Ech Chafai el Harti lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5760°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, M. Decq, Joseph, Bonaventure, marié à dame Charpentier, Germaine, Marie, Julie, sans contrat, à Rennes, le 15 février 1910, demeurant à Rennes, 38, faubourg de Fougères, et domicilié à Casablanca, 217, boulevard de la Liberté, chez M. Marriage, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « La Fauvette », consistant en terrain nu, située à Casablanca, quartier de Lusitania.

Cette propriété, occupant une superficie de 515 mètres carrés, est limitée : au nord, par le carrefour de la rue du Capitaine-Hervé et l'avenue du Général-Moinier ; à l'est, par la rue du Capitaine-Hervé ; au sud, par Si Mohamed ben Hamda, rue Centrale, près de l'ancien Hôtel Central, à Casablanca ; à l'ouest, par l'avenue du Général-Moinier.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 6 jourada 1340, homologué, aux termes duquel les héritiers de Sid Thami ben Mohamed ben ech Chafai el Harti lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5761°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, M. Decq, Joseph, Bonaventure, marié à dame Charpentier, Germaine, Marie, Julie, sans contrat, à Rennes, le 15 février 1910, demeurant à Rennes, 38, faubourg de Fougères, et domicilié à Casablanca, 217, boulevard de la Liberté, chez M. Marriage, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villas Jeanne », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, quartier de Lusitania.

Cette propriété, occupant une superficie de 560 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Decq, requérant, et M. Haller, architecte, rue de la Liberté, n° 56, à Casablanca ; à l'est, par l'avenue du Général-Moinier ; au sud, par Djillali ould Ziania, derb Benguendaoui, boulevard du 2^e-Tirailleurs, à Casablanca ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 6 jourada 1340, homologué, aux termes duquel les héritiers de Sid Thami ben Mohamed ben ech Chafai el Harti lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5762°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la Conservation le même jour, Mme Luciani, Antoinette, de nationalité française, veuve de M. Léonetti, Mathieu, décédé à Casablanca, le 18 mars 1916, avec lequel elle s'était mariée sans contrat, à Ajaccio, le 30 avril 1912, demeurant à Casablanca, rue du Mont-Ampignani, et domicilié à Casablanca, 217, boulevard de la Liberté, chez M. Marriage, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Gaby », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, El Maarif, rue du Mont-Ampignani.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par Mme Luciani, requérante ; à l'est, par M. Amat Charles, route de Marrakech à Mazagan ; au sud, par Mohamed ben Souda, à Casablanca, 134, boulevard de la Liberté, chez M. Burger, son mandataire ; à l'ouest, par la rue du Mont-Ampignani.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 10 mars 1923, aux termes duquel Mohamed ben Abdeslem ben Souda lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5763°

Suivant réquisition en date du 1^{er} mars 1923, déposée à la Conservation le 16 mars 1923, M. Michon, Lucien, Théophile, Gustave, marié à dame Viollet, Renée, à Paris, le 8 février 1909, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M. Rocagel, notaire à Paris, le 7 février 1909, demeurant à Casablanca, chez M. Pierre Nadal, 2, impasse de l'Horloge, et domicilié à Casablanca, 26, rue de Marseille, chez M^e Cruel, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Michon III », consistant en terrain nu, située au kilomètre 6 de la route de Casablanca à Rabat, à droite de ladite route.

Cette propriété, occupant une superficie de 33.722 mètres carrés, est limitée : au nord, par la route de Rabat ; à l'est, par Mohamed ben Bouazza, sur les lieux ; au sud, par les cohéritiers Fernau, représentés par M. Buan, à Casablanca, avenue du Général-Drude ; à l'ouest, par M. Maurice Castagné, sur les lieux, et par la Société Dyle et Bacalan, à Casablanca, route de Médiouna.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 11 décembre 1920, aux termes duquel Hadj, Abderrhamane Benquiran lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5764°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1923, déposée à la Conservation le 16 mars 1923, M. Michon, Gustave, marié à Paris, le 9 février 1907, à dame Renée Viollet, sous le régime de la communauté de biens, suivant contrat en date du 2 février 1907, passé devant M. Rocagel, notaire à Paris, 182, rue de Rivoli, demeurant à Paris, 2, rue Turbigo, et domicilié à Casablanca, 26, rue de Marseille, chez M^e Cruel, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Zerzefa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Michon Sans Souci I », consistant en terrain nu, située à Beni Ourah, contrôle de Camp Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par un cours d'eau et au delà, par M. Michon, requérant ; à l'est, par la forêt domaniale ; au sud, par la route d'Aïn Kessab, et au delà, par Abdelkader ben Etteba Louraoui Meksalé, aux Beni Ourah, contrôle de Camp Boulhaut ; à l'ouest, par la piste de Kerassi à Kef en Mzaba.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 9 février 1922, aux termes duquel M. Delort, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5765°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1923, déposée à la Conservation le 16 mars 1923, M. Michon, Gustave, marié à Paris, le 9 février 1907, à dame Renée Viollet, sous le régime de la communauté de biens, suivant contrat en date du 2 février 1907, passé devant M. Rocagel, notaire à Paris, 182, rue de Rivoli, demeurant à Paris, 2, rue Turbigo, et domicilié à Casablanca, 26, rue de Marseille, chez M^e Cruel, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « El Behnir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Michon Sans Souci II », consistant en terrain nu, située aux Beni Ourah, à proximité des Aïn Kessab, contrôle de Camp Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par deux ravins dépendant du domaine public ; à l'est, par l'oued Zerouala et au delà Ahmed ben Si Ali Louraoui el Meksalé des Beni Ourah, caïd Cherki, contrôle de Camp Boulhaut, et par la forêt domaniale ; au sud, par Abdelkader ben Etteba Louraoui el Meksalé et Si Hicham Louraoui, des Beni Ourah, caïd Cherki, contrôle de Camp Boulhaut ; à l'ouest, par Abdelkader ben Etteba Louraoui el Meksalé, par Si Hicham Louraoui susnommés, et par la forêt domaniale.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 9 février 1922, aux termes duquel M. Delort lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5766°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1923, déposée à la Conservation le 16 mars 1923, M. Michon, Gustave, marié à Paris, le 9 février 1907, à dame Renée Viollet, sous le régime de la communauté de biens, suivant contrat en date du 2 février 1907, passé devant M. Rocagel, notaire à Paris, 182, rue de Rivoli, demeurant à Paris, 2, rue Turbigo, et domicilié à Casablanca, 26, rue de Marseille, chez M^e Cruel, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « El Behnir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Michon Sans Souci III », consistant en terrain de culture, située aux Beni Ourah, à proximité des Aïn Kessab, contrôle de Camp Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 264 mètres carrés, est limitée : au nord, par la piste de Kerassi à Kef en Nezaha ; à l'est, par un cimetière ; au sud, par l'oued Zerouala ; à l'ouest, par une propriété makhzen.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date, à Casablanca, du 9 février 1922, aux termes duquel M. Delort lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5767°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1923, déposée à la Conservation le 16 mars 1923, M. Michon, Gustave, marié à Paris, le 9 février 1907, à dame Renée Viollet, sous le régime de la communauté de biens, suivant contrat en date du 2 février 1907, passé devant M. Rocagel, notaire à Paris, 182, rue de Rivoli, demeurant à Paris, 2, rue Turbigo, et domicilié à Casablanca, 26, rue de Marseille, chez M^e Cruel, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Betana el Dar el Houala », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Michon Sans Souci IV », consistant en terrains de culture, située aux Beni Ourah, contrôle de Camp Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 350 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben el Ouraoui ech Gabbi des Beni Ourah, caïd Cherki, contrôle de camp Boulhaut ; à l'est, par un ravin dépendant du domaine public ; au sud, par Si Sahah ben Amor et par Ahmed ben Larbi Louraoui, des Beni Ourah, sur les lieux ; à l'ouest, par un cours d'eau, et au delà par Layachi ben M'oudi et Ahmed ben Larbi, des Beni Beksali, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 9 février 1922, aux termes duquel M. Delort lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5768°

Suivant réquisition en date du 16 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, Si Bouheker ben Mohamed Fardji Selimi, marié selon la loi musulmane, demeurant à Mazagan, rue n° 344, maison n° 1, et domicilié à Casablanca, avenue du Général d'Amade, chez M^e de Saboulin, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Si Bouheker ben Mohamed », consistant en terres de labours, située au douar Djaouch, caïd Hamou, ben Saber, à 4 kilomètres sur la route de Moulay Abdala, fraction des Ouled Bouaziz.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Hadj Larbi ben el Heddaoui, el Haj Smal ben el Heddaoui ; à l'est, par El Hadj el Arbi ben el Heddaoui ; au sud, par

Bouchaïb ben Larbi ; à l'ouest, par Larbi ben M'Hammed, Ahmed ben M'Hammed et Bouchaïb ben Mohamed bel Koubaa, tous demeurant au douar Djaouch précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 20 chaabane 1330, homologué, aux termes duquel Abdallah ben Mohamed ben Haj Ahmed el Kalali lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5769°

Suivant réquisition en date du 14 mars 1923, déposée à la conservation le 17 mars 1923, M. Perucca Besso, de nationalité italienne, séparé de corps et de biens, suivant jugement du tribunal de Ivrea, en date du 28 juillet 1921, de dame Gialdroni Margherita, demeurant à Casablanca, 15, rue Lassalle, et domicilié à Casablanca, 135, avenue du Général-Drude, chez MM. Wolff et Doublet, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Villa Perucca, consistant en terrain nu, située à Casablanca, El Maarif, rue des Alpes.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Villa Carmelo », réq. 4139, à M. Carmelo, mécanicien à Casablanca, El Maarif, rue du Jura ; à l'est, par la rue des Alpes, du lotissement Murdoch Butler et Cie, à Casablanca, 129, avenue du Général-Drude ; au sud, par Mohamed ben Abdeslam ben Souda, à Casablanca, 32, rue des Synagogues ; à l'ouest, par la propriété dite : « Villa Maria », réq. 4523, à M. Piccione Nicolo, entrepreneur à Casablanca, Maarif, rue du Jura.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 13 mars 1923, aux termes duquel M. Escribano Morillas lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5770°

Suivant réquisition en date du 17 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, M. Bouchaïb ben Ahmed bel Khadir, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : sa mère Zohra bent el Aissaoui, veuve de Ahmed bel Khadir, décédé vers 1906, demeurant tous deux au douar Er Rouaouma, fraction des Hialalma, tribu des Chiadma, caïd ben Dekhan, cheikh Ahmed ben Zeghla, et de ses sœurs : 1° Fatna bent Ahmed bel Khadir, veuve de M'Ahmed bel Batoul, décédé vers 1917, demeurant à Casablanca, casbah Ben Amar, Anfa supérieur ; 2° El Kebira bent Ahmed el Khadir, mariée à Bouchaïb ben Mesahel, suivant la loi musulmane, demeurant au douar Er Rouaouma précité ; 3° Mahjouba bent Ahmed bel Khadir, mariée à Ahmed Draoui Soussi suivant la loi musulmane, demeurant aussi douar Er Rouaouma précité ; 4° Hellima bent Ahmed bel Khadir, mariée selon la loi musulmane à Mohamed bel Haj Bouchaïb, au douar Soumane Nezila, Bir Retma, aux Chiadma, y demeurant, domicilié chez M^e Essafi, avocat à Casablanca, rue de Rabat, n° 7 ; a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Kouidiata el Hajjaje », consistant en terrain nu, située à 2 kilomètres de Si Bourdja et de Dar el Haj Kacem.

Cette propriété, occupant une superficie de 70 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Ahmed, demeurant sur les lieux ; à l'est, par les Rouaouma, représentés par El Ouadoudi ben Abdallah, demeurant sur les lieux ; au sud, par le Ghaba el Mahroua, au Makhzen ; à l'ouest, par les Ouled Jaafar, représentés par Si Ahmed ben Jaafar, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 6 rejjeb 1347, homologué, établissant qu'ils sont les seuls héritiers de El Maati ben el Khadir et de son frère Ahmed, décédé, qui eux-mêmes l'avaient acquis de Mohamed ben Hamadi ech Chtouki et de son frère germain Ben el Haj, par acte d'adoul du 1^{er} ramadan 1329.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5771°

Suivant réquisition en date du 19 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, M. Orts Joseph, Français, marié à dame Salazar Marie, le 12 octobre 1907, sans contrat, au Tlélat (département d'Oran), demeurant et domicilié à Casablanca, rue Lassalle, n° 61, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Maison Orts », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, El Maarif, rue des Pyrénées, n° 15.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par Mme Parina, sur les lieux ; à l'est, par la rue des Pyrénées ; au sud, par M. Aveya, camionneur sur les lieux ; à l'ouest, par M. Rabasco, voiturier, cité Perier, au Fort Ihler.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 1^{er} août 1918, aux termes duquel M. Baiata lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5772°

Suivant réquisition en date du 17 mars 1923, déposée à la conservation le 20 mars 1923, M. Munez, Escobar, Jean, marié sans contrat sous le régime légal espagnol à dame Antonia Robledo, à Tétouan (Maroc), le 12 mars 1892, demeurant et domicilié à Casablanca, quartier de l'Oasis, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Four à Chaux », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, quartier de l'Oasis.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.800 mètres carrés, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par une rue du lotissement Grail, Bernard et Salomon ; au sud, par M. Grail, à Casablanca, 88, boulevard de la Liberté par M. Bernard, à Casablanca, 2, avenue du Général-d'Amade, et par M. Salomon du Mont, à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Bessonneau.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 2 février 1923, aux termes duquel M. Scarpita lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5773°

Suivant réquisition en date du 20 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, Mohamed ben Larbi ben el Caïd el Mediouni el Mejati, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : 1° sa mère Fatima bent Mohamed ez Zeyouli, veuve de Larbi ben el Caïd el Mediouni el Mejati ; 2° sa sœur El Azka bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane, à Ghanem ben Mohammedi el Mejati ; 3° son frère Bouazza, marié selon la loi musulmane ; 4° son frère Ali, marié selon la loi musulmane ; 5° sa sœur Khadia, mariée selon la loi musulmane, à Sid el Maati ben Mohamed el Hadaoui ; 6° sa sœur Fatema, mariée selon la loi musulmane, à Ech Cheikh Ali ben Abderrahman ouïd Djemel el Messaoudi, tous demeurant et domiciliés à Ech Cheikh Alder ahmar, ben Djemel, fraction des Ouled Vessaoud, tribu de Médiouna, contrôle civil de Chaouia-nord, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mers Ouled Larbi », consistant en terrain bâti, située au douar des Ouled el Mejatia, fraction des Ouled el Mejatia, tribu de Médiouna, contrôle de Chaouia-nord, à 20 kilomètres de Casablanca, sur la route de Marrakech.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben ech Cheïb Mokhsani, contrôle civil de Chaouia-nord ; à l'est, par Sid Chafai ben Brahim el Mejati, à la Nzala de Boughaba casba de Médiouna ; au sud, par la route de la Nzala de Boughaba à Souk Lekmis ; à l'ouest, par le makhzen (contrôle des Domaines de Casablanca).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et

qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 19 kaada 1340, homologué, établissant qu'ils ont recueilli ladite propriété dans la succession de Larbi ben el Caïd el Mediouni el Medjathi, qui en avait eu lui-même la jouissance depuis une durée supérieure à celle de la prescription légale.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5774°

Suivant réquisition en date du 20 mars 1923, déposée à la conservation le 21 mars 1923, la Société Agricole du Jacma, société anonyme dont le siège social est à Casablanca, 11, avenue Mers-Sultan, constituée suivant délibérations des assemblées générales en date des 6 et 16 décembre 1917, et dont les statuts ont été déposés aux minutes du secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, le 6 décembre 1917, représentée par son directeur à Casablanca, M. Duhez, demeurant et domicilié à Casablanca, 11, avenue Mers-Sultan, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine Jacma XVI », consistant en terrain de culture, située à Ber Rechid, près de la gare de ladite localité.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, composée de 4 parcelles, est limitée, première parcelle : au nord, par la propriété dite « Bled Cheikh el Mensar », réq. 2685, à El Mensar bel Larbi ben Mensar, demeurant à Habacha (Ouled Harriz) ; à l'est, par les Ouled Hadj Hamon, à Ber Rechid, par la propriété dite « Bled Cheikh el Mensar », précitée, par les héritiers de Si Mohamed Ber Rechid, à Ber Rechid ; au sud, par la route de Ber Rechid à Boucheron ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Lhassen, représentés par Si Ahmed ouïd Hadj Lhassen, aux Ouled Allel, à Ber Rechid, par un cimetière, l'ancienne route de Casablanca à Marrakech et par M. Marius Cazes, 33, rue Mogador, à Casablanca ; deuxième parcelle : au nord, par la route de Ber Rechid au Boucheron ; à l'est et au sud, par le caïd Si Mohamed ben Abdesslem à Ber Rechid ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Lhassen précités ; troisième parcelle : au nord, par la route de Ber Rechid au Boucheron ; à l'est et au sud, par les héritiers Hadj Lhassen susnommés ; à l'ouest, par la route nationale de Casablanca à Marrakech ; quatrième parcelle : au nord, par un cimetière ; à l'est, par les héritiers de Hadj Lhassen précités ; au sud, par la route de Ber Rechid au Boucheron ; à l'ouest, par M. Machecourt, négociant à Ber Rechid.

La société requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date respectivement des 24 kaada 1338 et 2 reïeb 1338, homologués, aux termes desquels El Hattab, Driss Amina et consorts (1^{er} acte) et Mohamed ben Abdesslem ben Rechid et consorts (2^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5775°

Suivant réquisition en date du 21 mars 1923, déposée à la conservation le même jour, M. Bartaut, Jean, marié à dame Boyer, le 24 janvier 1910, à Montflanquin (Lot-et-Garonne), sans contrat, demeurant et domicilié à Casablanca, rue des Vosges, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Inès II, consistant en terrain nu, située à Casablanca, El Maarif, rue des Vosges et rue de l'Estérel.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Durand, Raymond, à Casablanca, El Maarif, rue du Peloux ; à l'est, par la rue des Vosges ; au sud, par M. Chilleme Monzie, rue du Fort-de-Vaux à Kénitra ; à l'ouest, par la rue de l'Estérel.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 13 septembre 1922, aux termes duquel M. Durand, Pierre lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5776°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1923, déposée à la Conservation le 21 mars 1923, M. Guigliano, Macias, Emilio, sujet anglais, marié à dame Efigenia Alvarez Guigliano, le 22 mai 1892, à Tanger (Maroc), sans contrat, sous le régime légal anglais, demeurant et domicilié à Casablanca, 39, rue de Safi, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Guigliano I », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue de la République, vers le kilomètre 4, à droite sur la route de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.711 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de la République ; au sud, par M. Barchilon, à Casablanca, rue de Madrid, Hôtel de Savoie ; à l'est et à l'ouest, par M. Sarria, Francisco, rue de la République, à Casablanca.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 reheb 1341, homologué, établissant qu'il a la jouissance non contestée de ladite propriété depuis une période dépassant celle de la prescription légale.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5777°

Suivant réquisition en date du 16 mars 1923, déposée à la Conservation le 21 mars 1923, M. Julien Simeois, marié à dame Marie Simon, sans contrat, à Fédhala, le 20 juin 1916, demeurant et domicilié à Fédhala, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Julien Simeois », située à Fédhala, près de la gare, au bord de la piste de Casablanca à Rabat, près de son intersection avec le boulevard Lyautey.

Cette propriété, occupant une superficie de 500 mètres carrés, est limitée : au nord, par la Compagnie Marocaine de Fédhala, à Fédhala, représentée par son directeur, M. Littardi, à Fédhala ; à l'est, par le chemin du Socco ; au sud et à l'ouest, par le boulevard Lyautey.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Fédhala, du 18 août 1920, aux termes duquel la Compagnie Franco-Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5778°

Suivant réquisition en date du 21 mars 1923, déposée à la Conservation le 24 mars 1923, M. Malka, Moïse, célibataire, demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Général-Moinier, n° 34, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bendiane Chaïef », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mellah Moucalka », consistant en terrain bâti, située à Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par l'Administration des domaines, représentée par le contrôleur des domaines à Casablanca ; à l'est, par M. Lessena, colon à Ben Ahmed ; au sud et à l'ouest, par Hadj Abd el Ouahad ben Djelloul, rue Bab el Rha, à Casablanca.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 29 jourmada II 1340, homologué, aux termes duquel Isaac Malka lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Villa Gracia », réquisition 2382°, sise à Casablanca, El Maarif, lotissement Assaban Malka, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 13 octobre 1919, n° 364.

Suivant réquisition rectificative en date du 6 avril 1923, Mme Rosa Belver, requérante primitive, demeurant à Casablanca, Ma-

rif, rue du Mont-Cinto, n° 8, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Villa Gracia », réq. 2382 c. soit poursuivie au nom de son mari Edouard Monso Pastor, sujet espagnol, avec qui elle s'est mariée le 7 octobre 1909, à Valence, sous le régime légal espagnol. L'acquisition par elle faite à la date du 12 kaada 1336 du dit immeuble ayant été effectuée pour le compte de la communauté légale existant entre eux.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIE concernant les propriétés dites : « Dar Haddadia Tirs », Feddane El Kebir », « Bled Mohamed Abdallah », « Djenane », « Bled El Hamra », « Doum el Herama Mers », « Damour », « Bir Belmchirzet », réquisitions 3836°-3837°-3838°-3839°-3840°-3842°-3843°-4000° réunies par suite de fusion en une seule propriété dénommée « Tirs El Maatga », réquisition 3836°, sises de part et d'autre de la piste allant de Ber Rechid à Sidi Ahmed El Medjoub, tribu des M'Dakras, fraction des Maatga, lieu dit « Hadadia », dont les extraits de réquisitions ont paru aux « Bulletins Officiels » des 22 février et 3 mai 1921, n°s 435 et 445.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation des propriétés précitées, réunies par suite de fusion, en un seul immeuble, pour former la propriété dite « Tirs el Maatga », réq. 3836, aux termes du procès-verbal de bornage en date du 20 novembre 1922, soit poursuivie en son nom, au nom de ses frères et sœurs ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

- 1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;
 - 2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;
 - 3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;
 - 4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;
 - 5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;
 - 6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;
 - 7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;
 - 10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahsen Lahlou, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;
 - 11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;
 - 12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,
- tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djema es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaila bent el Hadj Mohamed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk sus-nommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Sedira », réquisition 4219, sise près de Souk El Arba, sur la piste allant de l'Oued Ayada à l'Oued Bou Asseila, région des Ouled Ziane (M'Dakra), dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1903, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Sedira », réq. 4219, soit poursuivie :

- 1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;
- 2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :
 - 1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;
 - 2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;
 - 3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;
 - 4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;
 - 5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;
 - 6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;
 - 7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

- 11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;
 - 12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,
- tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghalia bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Ghaoutia », réquisition 4220, sise au kilomètre 39 de la route de Casablanca à Boucheron, tribu des M'Dakra, annexe de Boucheron, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1903, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Ghaoutia », réq. 4220, soit poursuivie :

- 1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghalia bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Saimek I », réquisition 4221, sise douar des Ouled Zidane, tribu des M'Dakra fraction des Ouled Sebbah, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1903, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Saimek I », ré. 4221, soit poursuivie :

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi mu-

sulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliâ bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :

« Haoudh I », réquisition 4222^c, sise sur la piste allant de l'Oued Ayada à l'Oued Bou Asseila, près de Souk el Arba, tribu des M'Dakras, annexe de Boucheron, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Haoudh I », réq. 422, soit poursuivie :

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghîr, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeu-

rant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliâ bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :

« Haoudh II », réquisition 4223^c, sise près de Souk El Arba et du chemin allant de Dar Bouchama à Bir Tamenasfet, douar Ouled Zidane, tribu des M'Dakras, fraction des Ouled Sebbah, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Haoudh II », réq. 423, soit poursuivie :

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghîr, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliâ bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Dendoun Tirs 2 », réquisition 4224°, sise près de Souk El Arba, douar Ouled Zidane, tribu des M'Dakras, fraction des Ouled Sebbah, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarronk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Dendoun Tirs 2 », réq. 4224, soit poursuivie :

- 1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;
 - 2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :
 - 1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;
 - 2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;
 - 3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;
 - 4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;
 - 5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;
 - 6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;
 - 7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;
 - 10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;
 - 11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;
 - 12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,
- tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :
- 1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;
 - 2° Ghalia bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk sus-nommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.
- Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

- 1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;
 - 2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;
 - 3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;
 - 4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;
 - 5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;
 - 6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;
 - 7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 - 9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;
 - 10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;
 - 11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;
 - 12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,
- tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghalia bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk sus-nommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Bled Abdelkrim Ben Salah n° 1 », réquisition n° 4237, située au douar Ouled Zidane, lieu dit « El Hatchana, tribu des M'Dakras, fraction des Ouled Sebbah, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Bled Abdelkrim ben Salah n° 1 », réq. n° 4237, soit poursuivie :

- 1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;
- 2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :
 - 1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;
 - 2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;
 - 3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;
 - 4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

- 5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;
 6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;
 7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;
 9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910.

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliya bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.

ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bled Abdelkrim Ben Salah n° 2 », réquisition n° 4238, située à 1 kilomètre au nord-est du Mausolée de Sidi Moussa Ben Aied, fraction des Ouled Sebbah, tribu des M'Dakras, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Bled Abdelkrim ben Salah n° 2 », réq. n° 4238, soit poursuivie :

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910, tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliya bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
 ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bled Abdelkrim Ben Salah n° 3 », réquisition n° 4239, située tribu des M'Dakras, fraction des Ouled Sebbah douar des Ouled Zidane, lieu dit « El Hatchana », dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 août 1921, n° 460.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 avril 1923, Ahmed ben el Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk, célibataire, né à Casablanca, le 25 janvier 1902, et demeurant à Casablanca, rue El Hadjedjma, n° 32, a demandé que, par suite du décès de son père El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Mediouni el Harti, survenu à Casablanca, le 15 septembre 1922, l'immatriculation de la propriété dite « Bled Abdelkrim ben Salah n° 3 », réq. n° 4239, soit poursuivie :

1° Pour une moitié indivise au nom du cheikh Ali ben M'Hammed ben Larabi el Medkouri Zidani, co-requérant primitif ;

2° Pour le surplus, en son nom personnel, au nom de ses frères et sœurs, ci-après nommés, seuls enfants du défunt :

1° Abdelkader, né à Casablanca, vers 1897, marié selon la loi musulmane, à dame Zina bent el Mokadem Djilali, vers 1914, et à dame Aïcha bent el Caïd Mohamed, vers 1920, demeurant à sa ferme, près Casbah Médiouna ;

2° Ali, célibataire, né à Casablanca, vers 1905 ;

3° Taïbi, célibataire, né à Casablanca, vers 1909 ;

4° Halima, née à Casablanca, vers 1903, mariée selon la loi musulmane, vers 1917, à Thami bel Hadj Ali el Kairouani, demeurant à Casablanca, place de Belgique, n° 9 ;

5° Mohammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1906 ;

6° M'Hammed, célibataire, né à Casablanca, vers 1910 ;

7° Khaddouj, née à Casablanca, vers 1897, mariée selon la loi musulmane, vers 1911, à Si Mohamed ben Saghir, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

8° Malika, née à Casablanca, vers 1904, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Ahmed ben el Hadj Mohamed ben Salah, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah, n° 141 ;

9° Mina, née à Casablanca, en 1907, mariée sous la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj Fatah bel Hadj Zarrouk, demeurant aux M'Dakras ;

10° Mouyna, née à Casablanca, en 1909, mariée selon la loi musulmane, en 1921, à Lahssen Lakhiri, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge ;

11° Azkia, célibataire, née à Casablanca, vers 1910 ;

12° Habiba, célibataire, née à Casablanca, vers 1910,

tous les susnommés placés sous la tutelle de Zohra bent el Hadj Ahmed, veuve du défunt, née vers 1878, à Casablanca et y demeurant, rue Sidi Fatah, n° 141, à l'exception de Ali Taïbi et de Halima qui sont placés sous la tutelle de leur frère majeur Abdelkader ; et au nom de :

1° Zohra bent el Hadj Ahmed précitée, représentée par Ahmed ben el Hadj Ahmed, demeurant à Casablanca, rue Djemaa es Chleuh, n° 77, son mandataire régulier ;

2° Ghaliya bent el Hadj Mohammed ben Ghalem, née vers 1873, demeurant à Médiouna, chez Abdelkader ben el Hadj Zarrouk susnommé, en leur qualité de veuves du défunt et seules épouses.

Ainsi que le tout résulte des déclarations du comparant qui seront confirmées par la production ultérieure d'un acte régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
 ROLLAND.

III. -- CONSERVATION D'OUIDJA

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « **Domaine Virgile I** », réquisition 556°, sise contrôle civil des Beni-Snassen à 15 kilomètres environ au nord de Berkane en bordure sud de la piste rectifiée d'Aïn-Zebda à Aïn-El-Mellah, dont l'extrait de réquisition a paru au « **Bulletin Officiel** » du 6 septembre 1921, n° 463.

Suivant procès-verbal de bornage du 28 septembre 1922 et réquisition rectificative du 13 avril 1923, l'immatriculation de la pro-

priété dite « **Domaine Virgile I** », réq. 556°, ci-dessus désignée, a été étendue à trois parcelles de terrain contiguës, d'une superficie de quatre-vingt-cinq hectares environ, dont M. Vautherot, Gaston, requérant, est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5-joumada II 1341, n° 302, déposé à la Conservation.

Les dites parcelles riveraines au sud de ladite propriété sont limitées dans leur ensemble : 1° au nord, par la propriété primitive ; 2° à l'est, par Mohamed Taieb, demeurant au douar Ouled Ramdane, tribu des Ouled Mansour ; 3° au sud, par la propriété dite « **Domaine Virgile** », titre 439°, appartenant au requérant ; 4° à l'ouest, par cette même propriété et par M. Krauss, Auguste, propriétaire à Aïn Temouchent (Oran).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.
GUILHAUMAUD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. -- CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 793°

Propriété dite : BOU CHOUÛTINA, sise contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, douar Chiak, lieudit Bou Chouitina, au sud de la route de Salé à la forêt des Sehoul.

Requérants : 1° M. Pouleur, Charles, propriétaire, demeurant à Casablanca, rue Krantz, villa Carmela ; 2° Ali ben Mohamed ben Guendouz, demeurant à Salé, tous deux domiciliés chez M^e Martin-Dupont, avocat à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 12 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1007°

Propriété dite : LOTISSEMENT BAB EL KARMOUD, sise à Meknès, près Bab Karmoud.

Requérant : M. Navarro, Tony, propriétaire, demeurant à Meknès, rue Rouamzine.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1010°

Propriété dite : VILLA HIETTE, sise à Meknès, rue de la Marne.

Requérant : M. Lacourtablaise, Jean, Claude, colon, demeurant à Meknès, quartier du Marché.

Le bornage a eu lieu le 16 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1032°

Propriété dite : SAVY, sise à Meknès, ville nouvelle, rue Lafayette.

Requérant : M. Savy, Ernest, François, Antonin, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Meknès, rue Lafayette.

Le bornage a eu lieu le 16 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1104°

Propriété dite : BALAFREDJ H, sise à Rabat, rue El Gza.

Requérant : Si Reduan Balafredj, mothasseb de la ville de Rabat, demeurant à Rabat, rue Balafredj.

Le bornage a eu lieu le 12 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1148°

Propriété dite : KEMALEDDINE, sise à Salé (ville indigène), quartier Et Talaa, rue Saniaf Maanino.

Requérant : Abdesselam ben Abdesselam Hajji es Slaoui, architecte, demeurant à Salé, rue Saniaf Maanino.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1150°

Propriété dite : DIAD EL MALKI, sise à Salé, ville indigène, quartier du Grand Souk, rue Sidi Bou Ghaba.

Requérant : El Hadj Boubeker el Malki, commerçant, demeurant à Salé, rue Sidi Bou Ghaba, n° 10.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1195°

Propriété dite : GHANNAM FRERES, sise à Rabat, quartier du Bou Regreg, rue 4.

Requérants : 1. Si Mohamed ; 2. Si el Hadj Abdellak ; 3. Si Zine el Abidine ; 4. Khadidja, épouse de Abdelkader Fredj ; 5. Rabia, épouse de Mohamed Marcel ; 6. Ghenata, épouse de Mohamed Dima, tous enfants de Bennaceur Ghennam, domiciliés à Rabat, rue Ghannam, n° 3 ; 7. Khadija bent Si Mohamed bent Khadra, veuve de Bennaceur Ghennam, remariée à El Hadj Mohamed el A'ou, demeurant à Fès, derb Tolhil.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caid, à la Mahakroa du Caid.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 2382°

Propriété dite : VILLA GRACIA, sise à Casablanca. El Maarif, lotissement Assaban-Malka.

Requérant : M. Pastor, Edouard, Monso, demeurant à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Cinto, n° 8.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 6 juillet 1920, n° 402.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4220°

Propriété dite : GHAOUTIA, sise au km. 39 de la route de Casablanca à Boucheron, tribu des M'Dakras, annexe de Boucheron.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 27 février 1923, n° 540.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4221°

Propriété dite : SAIMEK I, sise douar des Ouled Zidane, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 27 février 1923, n° 540.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4222°

Propriété dite : HAOUDH I, sise sur la piste allant de l'oued Ayada à l'oued Bou Asseila, près de Souk el Arba, tribu des M'Dakras, annexe de Boucheron.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 27 février 1923, n° 540.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4223°

Propriété dite : HAOUDH II, sise près de Souk el Arba et du chemin allant de Dar Bouchama à Bir Tamenastet, douar Ouled Zidane, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 23 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 13 mars 1923, n° 543.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4236°

Propriété dite : BAROUAGA, sise près de Souk el Arba et du chemin allant de Bir Tamenastet, à Dar Bouchama, douar Ouled Zidane, région des M'Dakra, tribu des Ouled Sebbah.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 20 mars 1923, n° 543.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4239°

Propriété dite : BLED ABDELKRIM BEN SALAH n° 3, sise tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah, douar Ouled Zidane, lieu-dit El Hachana.

Requérants : 1° Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ;

2° Héritiers de Hadj el Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 20 mars 1923, n° 543.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 2607°

Propriété dite : FORTUNA, sise à Casablanca, quartier des Roches-Noires, rue Jean-Bart.

Requérant : M. Agosta Salvatore, domicilié à Casablanca, chez M. Ealet, 55, avenue de la Marine.

Le bornage a eu lieu le 5 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 2798°

Propriété : FERRANDO, sise à Casablanca, quartier du Maarif, angle rues des Grondins et de Roncevaux.

Requérant : M. Ferrando José, domicilié à Casablanca, chez MM. Wolff et Doublet, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 9 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 3838°

Propriété dite : TIRS EL MAATGA, résultant de la fusion des propriétés dites : « Dar Haddadia Tirs », rég. 3836, « Feddana el Kebir », rég. 3837, « Bled Mohamed ben Abdallah », rég. 3838, « Djenane », rég. 3839, « Bled El Hamra », rég. 3840, « Doum El Herama Mers », rég. 3842, « Damour », rég. 3843, « Bir Belmehirzet », rég. 4000, sise circonscription de Chaouia-nord, tribu des M'Dakra, fraction des Maatga, lieu-dit Haddadia.

Requérants : les héritiers de El Hadj Medjoub ben el Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti, domiciliés à Casablanca, rue Hedjadjma, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 20 novembre 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 3900°

Propriété dite : DAR HADJEDMA, sise à Casablanca, ville indigène, rue Hadjedjma.

Requérant : M. Benchaya, Abraham, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Hadjedjma, n° 24.

Le bornage a eu lieu le 10 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4092°

Propriété dite : VILLA RAYMONDE, sise à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées.

Requérant : M. Sorroche, Pascal, domicilié à Casablanca, chez MM. Wolff et Doublet, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 8 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4219°

Propriété dite : SEDIRA, sise annexe de Boucheron, tribu des Ouled Ziane, fraction des Ouled Sebbah (M'Dakra), piste de l'oued Ajada à l'oued Bouasseia, près de Souk-el Arba.

Requérants : Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ; 2° les héritiers de El Hadj Medjoub ben Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti, domiciliés à Casablanca, rue Hadjedjma, n° 32.

Le bornage a eu lieu les 23 novembre 1922 et 8 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4224°

Propriété dite : DENDOUN TIRS Z, sise annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah, douar Ouled Zidane, près de Souk el Arba.

Requérants : Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ; 2° les héritiers de El Hadj Medjoub ben Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti, domiciliés à Casablanca, rue Hadjedjma, n° 32.

Le bornage a eu lieu les 23 novembre 1922 et 8 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4227°

Propriété dite : ANGLO-MAROCCAN B, sise à Casablanca, quar-avenue Saint-Aulaire.

Requérante : Société anglaise « Anglo Moroccan Trade Development Company Limited », domiciliée à Casablanca, chez M. Buan, avenue du Général-Drude, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 26 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4237°

Propriété dite : BLED ABDELKRIM BEN SALAH N° 1, sise annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah, douar Ouled Zidane, lieudit El Hachana.

Requérants : Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ; 2° les héritiers de El Hadj Medjoub ben Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti, domiciliés à Casablanca, rue Hadjedjma, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4238°

Propriété dite : BLED ABDELKRIM BEN SALAH N° 2, sise annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Sebbah, à 1 km. au nord-est du mausolée de Sidi Moussa ben Aied.

Requérants : Cheikh Ali ben M'Hamed ben Larabi el Medkouri Zidani ; 2° les héritiers de El Hadj Medjoub ben Hadj Zarrouk el Médiouni el Harti, domiciliés à Casablanca, rue Hadjedjma, n° 32.

Le bornage a eu lieu le 24 novembre 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4294°

Propriété dite : ORO II, sise à Casablanca, quartier de la ville indigène, rue de l'Union.

Requérant : M. Mellul Shalom, domicilié à Casablanca, chez M. Bonan rue Nationale, n° 3.

Le bornage a eu lieu le 10 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4366°

Propriété dite : HANOUT ABDERRAHMAN DAKKA, sise à Casablanca, ville indigène, rue du Capitaine-Ihler, n° 14 bis.

Requérant : Abderrahmane ben Ahmed Dakka, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 13, domicilié à Casablanca, rue du Capitaine-Ihler, n° 14 bis.

Le bornage a eu lieu le 17 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4423°

Propriété dite : DAR EL KHEIR, sise à Casablanca, ville indigène, quartier de la Marine, rue Sour Djedid.

Requérante : Khenja bent el Hadj Kacem el Filali el Fassi, épouse El Maatj ben Embarek el Doukkali el Bedaoui, domicilié à Casablanca, rue Sour Djedid, n° 14.

Le bornage a eu lieu le 15 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4463°

Propriété dite : DAR EL HEDJANI, sise à Casablanca, ville indigène, rue Djemaa Chleuh, n° 74.

Requérant : El Hedjam ben Essied Mohamed el Haddaoui, domicilié à Casablanca, chez M^e Machwitz, rue du Commandant-Provost, n° 48.

Le bornage a eu lieu le 17 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4466°

Propriété dite : VILLA MARINETTE, sise à Casablanca, quartier des Roches-Noires, rue Curie.

Requérant : M. Cotel Dumoulin, Joseph, Emile, demeurant et domicilié à Casablanca, Roches-Noires, rue de la Liberté.

Le bornage a eu lieu le 3 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4499°

Propriété dite : DJEBALA, sise à Settlat, rue du Capitaine-Loubet.

Requérants : les héritiers de Haïm Bendahan qui sont : Rachel, épouse Isaac Attias ; Rica, épouse Joé Hassan ; Moses, Sol et Abraham, tous domiciliés à Casablanca, chez M. Buan, avenue du Général-Drude, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 16 janvier 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4526°

Propriété dite : DAR EL HADJ, sise à Casablanca, ville indigène, rue Djemmel, n° 15.

Requérant : El Hedjam ben Essied Mohamed el Haddaoui, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 115, domicilié à Casablanca, chez M. Machwitz, rue du Commandant-Provost, n° 48.

Le bornage a eu lieu le 26 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4527°

Propriété dite : DAR ERREBAH, sise à Casablanca, ville indigène, rue Djemaa Chleuh, n° 115.

Requérant : El Hedjam ben Essied Mohamed el Haddaoui, demeurant à Casablanca, rue Djemaa Chleuh, n° 115, domicilié à Casablanca, chez M. Machwitz, rue du Commandant-Provost, n° 48.

Le bornage a eu lieu le 26 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4537°

Propriété dite : VACUUM OIL II, sise à Casablanca, Roches-Noires, Noires, avenue Saint-Aulaire.

Requérante : Société américaine « The Vacuum Oil Company », dont le siège social est à New-York, rue Manhattan, domiciliée à Casablanca, chez M. Buan, avenue du Général-Drude, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 6 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4593°

Propriété dite : BIZERTE, sise à Casablanca, Roches-Noires, rue de Grenoble.

Requérant : M. Bua-Michèle, domicilié à Casablanca, rue de Grenoble, n° 35.

Le bornage a eu lieu le 5 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4794°

Propriété dite : TONKINOISE, sise à Fédhala, tribu des Zenagas, près de l'Aïn Tekki, en bordure de la piste de l'Aïn Tekki, Souk el Djemaa, près de la route de Casablanca à Rabat, km. 27.

Requérant : M. Sauguet, Louis, Léon, domicilié à Fédhala, chez M. Schlachter, Louis.

Le bornage a eu lieu le 13 décembre 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE**III. — CONSERVATION D'OUJDA****Réquisition n° 556°**

Propriété dite : DOMAINE VIRGILE I, sise contrôle civil des Beni Snassen, à 15 km. environ au nord de Berkane, en bordure sud de la piste rectifiée d'Aïn Zebda à Aïn el Melah.

Requérant : M. Vautherot, Gaston, propriétaire à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 28 septembre 1922.

Le présent avis annule celui paru au Bulletin Officiel du 3 avril 1923, n° 545.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.,
GUILHAUMAUD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 629°**

Propriété dite : MONPLAISIR, sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig, à 1 km. environ au sud du village de Berkane, sur la piste de ce centre à Aïn Aouliouf.

Requérant : M. Mayer, Emile, propriétaire, demeurant et domicilié à Berkane, rue Chanzy.

Le bornage a eu lieu le 28 décembre 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 680°

Propriété dite : MAGASIN HADJ DRISS I, sise ville d'Oujda, rue des Bouchers, place de la Kessaria et Souk el Yahoud.

Requérant : Hadj Driss ben Hadj Herazem el Euldj, commerçant à Oujda, quartier de la Casbah.

Le bornage a eu lieu le 22 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 681°

Propriété dite : MAGASIN HADJ DRISS II, sise ville d'Oujda, quartier de la Kessaria, Souk Echaraya.

Requérant : Hadj Driss ben Hadj Herazem el Euldj, commerçant à Oujda, quartier de la Casbah.

Le bornage a eu lieu le 22 janvier 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 730°

Propriété dite : VILLAS BOURGNOU, sise ville d'Oujda, quartier du Camp, rues du Général-Alix, n° 17 et 19 et Moulay-Youssef, n° 8 et 10.

Requérant : M. Bourgnou, Jean, Louis, propriétaire et agent de la Compagnie d'assurances P « Union », à Oujda, rue du Général-Alix, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 13 février 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. l.,
GUILHAUMAUD.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

— Annonces légales, réglementaires et judiciaires

BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

**AVIS
DE MISE-AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, le jeudi 12 juillet 1923, à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant une caution solvable d'un immeuble immatriculé sous le nom de propriété « Crinzi Pansica I », titre 1532 c., situé à Casablanca, boulevards de Lorraine et de la Liberté, sur une rue non dénommée, consistant en un ter-

rain d'une contenance de trois cent trente mètres carrés, couvert sur trois cents mètres carrés environ, par une construction composée d'un rez-de-chaussée, montée sur piliers en ciment armé et édifié en pierre et maçonnerie, recouverte d'une terrasse bétonnée avec ciel ouvert. Ladite construction à usage d'atelier de scierie mécanique et de menuiserie avec, à l'intérieur dudit, une pièce à usage de bureau et un garage, et derrière cet atelier, une cour dans laquelle est édifiée un petit hangar et se trouvent les water-closets, un puits avec pompe et un grand réservoir en tôle.

Avec les immeubles par destination se trouvant dans les lieux, consistant en des machi-

nes-outils, dont la désignation suit :

- 1° Une scie à ruban, marque « Gillet » ;
- 2° Une scie circulaire ;
- 3° Une toupe à bascule ;
- 4° Une dégauchisseuse marque « Gillet » ;
- 5° Une affrèteuse avec émeri, marque « Burdin » ;
- 6° Une mortaiseuse, marque « Danckaert ».

Ledit immeuble borné par quatre bornes et limité : au nord-ouest, de B. 50 à B. 51, par Tolédano frères et les héritiers de Benchimol, co-propriétaires ; au nord-est, de B. 51 à B. 52, par la propriété dite « Lamb, Brothers I », titre 1136 c. ; au sud-est, de B. 52 à B. 53, par la même propriété ;

au sud-ouest, de B. 53 à B. 50, par une rue (propriété dite « Lamb, Brothers », titre 1136 c.).

Cet immeuble a été saisi à la requête de M^{lle} Meusnier Louise Marie Valérie, demeurant à Saint-Martin de Valgugues (Gard), éligant domicile en le cabinet de M^e Pacot, avocat à Casablanca, 32, rue du Commandant-Provost, sur M. Crinzi Pansica, demeurant à Casablanca, boulevard du 2^e-Tirailleurs.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et sur vant les prescriptions de la loi.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires jusqu'au

jour ci-dessus fixé pour l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau, où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie, la copie du titre foncier et le cahier des charges.

Casablanca, le 10 avril 1923.

Le Secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance DE RABAT

Inscription n° 867
du 27 mars 1923

Suivant acte sous signatures privées, fait en triple à Rabat, le 5 mars 1923, dont un original a été déposé au rang des minutes du bureau du notariat de Rabat, suivant acte reçu le 15 du même mois, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, duquel une expédition suivie de ses annexes fut remise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 27 mars 1923, M. Henri Blanc, imprimeur, demeurant à Rabat, avenue Foch, a vendu à M. Robert Berthoumieux, imprimeur, demeurant également à Rabat, de fonds de commerce d'imprimerie-papeterie connu à Rabat sous le nom d'« Imprimerie-Papeterie des Administrations » et exploité à Rabat, avenue Foch, immeuble Tazi.

Ce fonds de commerce comprend :

L'enseigne et le nom commercial, la clientèle et l'achalandage, le droit au bail des locaux occupés pour l'exploitation dudit fonds ;

Le matériel servant à sa mise en valeur ;

Et les marchandises neuves le garnissant.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat

Inscription n° 863
du 22 mars 1923

Aux termes d'un acte authentique émanant du bureau du notariat de Rabat, en date du 10 mars 1923, dont une expédition a été déposée au secré-

tarat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 22 du même mois, Mme Marie-Louise Chevalier, commerçante, demeurant à Rabat, boulevard de la Tour-Hassan, n° 101, veuve non remariée de M. Frédéric Suffre, s'est reconnue débitrice envers M. V. L. d'une certaine somme pour le remboursement de laquelle la débitrice a affecté à titre de gage et de nantissement, au profit de M. V. L. :

Le fonds de commerce de café-restaurant-hôtel exploité par Mme Suffre, à Rabat, boulevard de la Tour-Hassan, numéro 101, à l'enseigne de : « Café-Restaurant-Hôtel Montplaisir ».

Ce fonds comprend : L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.

Et le matériel de toute nature, le mobilier et l'agencement servant à son exploitation.

Suivant clauses et conditions insérées audit acte.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat

Inscription n° 874
du 12 avril 1923

D'un contrat en date du 6 avril 1923, émanant du bureau du notariat de Rabat, contenant les clauses et conditions civiles du mariage entre :

M. Pierre Félix Gambier, commerçant, domicilié à Kénitra, rue Albert-1^{er}, immeuble de la Compagnie Algérienne,

Et M^{lle} Marie Olga Daniel, sans profession, demeurant à Kénitra, rue Albert-1^{er}.

Il appert que les futurs époux ont adopté pour base de leur union le régime de la séparation de biens, conformément aux articles 1536 et suivants du code civil.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance DE CASABLANCA

D'un acte dressé par M. Pujol, secrétaire-greffier en chef par intérim du tribunal de paix de Safi, remplissant les fonctions de notaire au Maroc, le 28 mars 1923, enregistré, il appert :

Que M. Louis Plaut, agissant en qualité de mandataire de M. Ruet Paul, suivant procuration

en date du 14 mars 1923, enregistrée, ce dernier agissant lui-même en qualité d'administrateur délégué de la Société Générale Chrétienne, société anonyme ayant son siège social à Casablanca, Boulevard Circulaire, a cédé à M. Lamali Boudjema, céramiste, demeurant à Safi, le fonds industriel et commercial, exploité en commun suivant contrat en date du 10 mai 1921, dénommé « Poteries Artistiques de Safi », y compris toutes installations, accessoires en matériel, appareils, instruments, matières premières de fabrication, marchandises et objets fabriqués, suivant prix, clauses et conditions insérées audit acte dont une expédition a été transmise le 9 avril 1923 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,

CONDEMINE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte dressé par M. Pujol, secrétaire-greffier en chef par intérim du tribunal de paix de Safi, remplissant les fonctions de notaire au Maroc le 27 mars 1923, enregistré, il appert :

Que M. Eugène Brocco, hôtelier-restaurateur, demeurant à Safi, a vendu à M. Manlius Moreno, pâtissier, demeurant d'été ville, le fonds de commerce d'hôtel restaurant anciennement dénommé « Hôtel-Restaurant de la Victoire », et actuellement « Hôtel-Restaurant du Port », sis à Safi, rue Principale, et comprenant : 1^o la clientèle et l'achalandage y attachés ; 2^o les effets mobiliers, ustensiles, matériel et marchandises servant à son exploitation ; 3^o le droit au bail des lieux où s'exploite ledit fonds, suivant prix, charges, clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été transmise le 9 avril 1923, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,

CONDEMINE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte dressé au bureau du notariat de Casablanca, le 31 mars 1923, enregistré, dont une expédition a été déposée le 13 avril suivant au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Que la société en commandite simple « P. Collomb et Cie », constituée suivant acte sous seing privé en date à Casablanca du 30 avril et à Paris du 15 mai 1920, enregistré, régulièrement déposé et publié entre MM. Pierre Collomb, négociant, demeurant à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, le vicomte Flouard de Marcy, industriel, demeurant également à Casablanca, comme seuls gérants responsables et trois autres personnes dénommées à l'acte comme commanditaires, ayant pour objet la création et l'exploitation au Maroc d'un établissement de représentation et commission commerciale et industrielle, l'importation et l'exportation, la création de sociétés commerciales et industrielles, et toutes opérations de courtage avec siège social à Casablanca, rue du Marabout, a été dissoute d'un commun accord par anticipation, purement et simplement, à compter du 31 mars 1923.

La liquidation de la société sera faite par M. Pierre Collomb, avec les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif social et le règlement du passif.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,

CONDEMINE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte dressé par M. Petit, secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Mazagan, remplissant les fonctions de notaire au Maroc, le 23 mars 1923, enregistré, il appert :

Que M. Antoine Buisson industriel, demeurant à Mazagan, a vendu à M. Norbert Delbos, commerçant, demeurant au même lieu, le fonds industriel sis à Mazagan, avenue Richard-d'Ivry, connu sous la dénomination de « Glacière Mazaganaise », consistant en une fabrique de glace, deux moulins et une installation électrique, et comprenant : 1^o l'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attachés ; 2^o l'outillage et le matériel servant à l'explo-

tation du fonds ; 3° le bail des locaux où s'exploite ledit fonds, suivant prix, charges, clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été transmise le 5 avril 1923 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. l.,
CONDEMINE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 869
du 27 mars 1923

Suivant acte authentique émanant du bureau du notariat de Rabat, en date du 14 mars 1923, enregistré, dont une expédition suivie de ses annexes, a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 27 du même mois, M. Georges Louis, Charles Lussignani, plombier, demeurant à Rabat, impasse Témara, a vendu à M. Louis, René Ardain, cafetier, demeurant aussi à Rabat, Bristol Hotel, le fonds de commerce de marchand de vins et liqueurs, exploité à Rabat, place du Marché, sous l'enseigne de « Café-Restaurant de la Gare », dans une maison appartenant à Si Balafredj.

Ce fonds de commerce comprend :

L'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attachés ;

Le matériel mobilier commercial servant à son exploitation ;

Et les marchandises le garnissant.

Les oppositions seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 15 mai 1923, à 15 heures, il sera procédé, dans les bureaux de l'ingénieur des ponts

et chaussées, chef de l'arrondissement de Marrakech, à l'adjudication sur offres de prix des fournitures de pierres cassées, ci-après :

- 1^{er} lot : route n° 7, km. 150 à 185.500.
- 2^e lot : route n° 7, km. 206 à 233.600.
- 3^e lot : route n° 9, km. 112 à 138.
- 4^e lot : route n° 10, km. 14.200 à 33.500.
- 5^e lot : route n° 10, km. 122 à 151.
- 6^e lot : route n° 10, km. 151 à 157.
- 7^e lot, route n° 12, kilom. 79.800 à 103.

Les cautionnements provisoires sont fixés comme suit :

- 1^{er} lot : 3.200 francs.
- 2^e lot : 3.300 francs.
- 3^e lot : 1.800 francs.
- 4^e lot : 1.500 francs.
- 5^e lot : 4.000 francs.
- 6^e lot : 3.000 francs.
- 7^e lot : 1.500 francs.

Ils seront transformés en cautionnements définitifs après l'adjudication.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement de Marrakech.

Rabat le 15 avril 1923.

TRIBUNAL DE PAIX D'OUIDJA

Par ordonnance de M. le Juge de paix d'Oujda en date du 16 avril 1923, la succession du sieur Auguste Steiner, en son vivant domicilié à Bou Denib, où il est décédé le 17 mars 1923, a été déclarée présumée vacante.

Le curateur aux successions vacantes invite les héritiers ou légataires du défunt à se faire connaître et à justifier de leurs qualités et les créanciers de la succession à produire leurs titres avec pièces à l'appui.

Le Secrétaire-greffier en chef,
REVEL MOUROZ.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement par défaut passé en force de chose jugée rendu par le tribunal de première instance de Rabat, le 20 décembre 1922, entre :

Mme Bordier, née Eugénie Henry, demeurant à Paris, 11, rue Daguerri, demanderesse, d'une part ;

Et M. Sylvain Bordier, demeurant à Kénitra, 30, rue de la Mamora, défendeur défaillant, d'autre part,

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs exclusifs du mari.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

OFFICE DES POSTES TELEGRAPHES ET TELEPHONES

AVIS AU PUBLIC

Le mardi 10 juillet 1923, à 10 heures 30, il sera procédé, à la direction de l'office des postes, des télégraphes et des téléphones du Maroc à Rabat, à une adjudication publique, sur soumission cachetée, en vue d'une fourniture de 40.000 isolateurs en porcelaine à double cloche et à oreilles non scellés.

La fourniture comprend un lot unique.

Les cahiers des charges concernant cette adjudication seront envoyés à toute personne qui en fera la demande à M. le Directeur de l'office des postes, des télégraphes et des téléphones du Maroc, à Rabat.

Les demandes devront être appuyées des références d'usage.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Audience du 23 avril 1923
3 heures du soir

Faillite:

André Narcisse, de Rabat, pour reddition de comptes.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

Compagnie Fasi d'Electricité

Société anonyme
au capital de 4.500.000 francs

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le vendredi 25 mai, à 15 heures, au siège social, 35, rue Saint-Dominique, à Paris.

Ordre du jour :
Rapports du conseil d'administration et de MM. les commissaires des comptes sur l'exercice 1922 ;

Approbation du bilan et des comptes et fixation du dividende.

Renouvellement en entier du conseil d'administration.

Nomination des commissaires des comptes.

Autorisation à donner aux membres du conseil, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Aux termes de l'article 28 des statuts, l'assemblée générale ordinaire se compose de tous les actionnaires propriétaires d'au moins 10 actions.

Les propriétaires d'actions au porteur désireux de prendre part à l'assemblée devront déposer leurs titres avant le 15 mai dans un établissement de crédit et envoyer aux bureaux de la compagnie, 13, rue de Bourgogne, à Paris, le récépissé de dépôt.

Publication de modification de société

(Augmentation de capital par création d'actions nouvelles)

L'Avenir de Rabat-Salé

Société anonyme de constructions d'habitations familiales et à bon marché

Au capital originaire de 326.000 francs.
Siège social à Rabat, rue Henri-Popp

I. — Aux termes de son procès-verbal, en date du 26 février 1923, dont un extrait revêtu de la signature légalisée du président et de deux administrateurs, est demeuré annexé à la minute de l'acte de déclaration de souscription et de versement dont il sera ci-après parlé, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de construction d'habitations familiales et à bon marché « L'Avenir de Rabat-Salé », au capital de 326.000 fr., dont le siège social est à Rabat, rue Henri-Popp, tenue le même jour (26 février 1923), a décidé d'augmenter le capital social de ladite société de 140.400 francs par la création de 1.404 actions nominatives nouvelles, de 100 francs chacune, libérée de moitié, et de réserver ladite augmentation à ceux des attributaires de villas non porteurs d'un lot d'actions anciennes proportionnel à l'ouverture de crédit qui leur a été consentie par la Caisse des prêts immobiliers.

II. — Suivant acte reçu par M^e Coudere, notaire à Rabat le 23 janvier 1923, MM. :

Pierre Henri Eustache, directeur de l'Office de la Propriété Industrielle, demeurant à Rabat, avenue de la Victoire, 26 ;

Emile Henri Laoust, professeur à l'Institut des Hautes études, demeurant à Rabat, quartier du Bou Regreg, villa Marguerite ;

Louis Brunot, chef de bureau de l'instruction publique, demeurant à Rabat, rue du Maus, villa Ker Izel ;

Jean Marie Constant Blanc, sous-chef de section aux services des postes et télégraphes, demeurant à Rabat, rue de Lorraine (Petit Aguedal) ;

Gustave Lou's Goumoens, fondé de pouvoirs de la maison Corriat et Cie, demeurant à Rabat, rue El Behira, n° 5 ;

Florent Charles Gervais, rédacteur au cabinet civil, demeurant à Rabat, avenue Berriau, deuxième impasse, Petit Aguedal ;

Aimé Célestin Bourgeat, commis principal à la direction des eaux et forêts, demeurant à Rabat, rue de Dijon, n° 10,

Seuls membres composant le conseil d'administration de la

société dite « L'Avenir de Rabat-Salé ».

Ont déclaré que les 1.404 actions nominatives nouvelles de 100 francs chacune de la société dite « L'Avenir de Rabat-Salé » représentant l'augmentation du capital de 140.400 fr. décidée par l'assemblée générale extraordinaire sus-énoncée avaient été toutes souscrites par trente-quatre personnes, et que chaque souscripteur avait versé une somme égale à la moitié du montant des actions par lui souscrites, soit au total 70.200 francs.

Et ils ont représenté à l'appui de cette déclaration un état contenant les noms, prénoms et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites, et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

Cette pièce, certifiée véritable, est demeurée annexée audit acte notarié.

III. — Du procès-verbal en date du 25 février 1923, dont une copie a été déposée pour minute à M^e Couderc, notaire à Rabat, sus-nommé, suivant acte en date du 22 mars 1923 de la délibération prise par l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme dite « L'Avenir de Rabat-Salé » il appert :

1° Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par les membres du conseil d'administration de ladite société, aux termes de l'acte du 23 janvier 1923 susvisé, qu'en conséquence, l'augmentation de capital est définitivement réalisée et que le capital social de la société est porté à 466.400 fr.

2° Et que ladite assemblée a décidé que l'article 6 des statuts serait désormais modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Art. 6 (nouveau texte). — Le capital social à souscrire est fixé à quatre cent soixante-six mille quatre cents francs, divisé en quatre mille six cent soixante-quatre actions de cent francs chacune.

Une expédition :

De l'acte de déclaration de souscription et de versement ; d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 26 février 1922 décidant l'augmentation de capital ;

De la liste de souscription et de versement annexée à l'acte de déclaration ;

De l'acte de dépôt du 22 mars 1923 et de la copie de la délibération y annexée,

A été déposée le 12 avril 1923 au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat et de la justice de paix de la même ville (canton sud), conformément à la loi.

Pour extrait et mention :

GOUMOENS.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les terrains domaniaux connus sous le nom « d'anciens guich des Bouakhers du Mikkès » (circonscription administrative de Meknès-banlieue).

Arrêté viziriel

ordonnant la délimitation des terrains domaniaux connus sous le nom « d'anciens guich des Bouakhers du Mikkès » (circonscription administrative de Meknès-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la requête en date du 15 février 1923 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 23 avril 1923 les opérations de délimitation des terrains domaniaux connus sous le nom « d'anciens guich des Bouakhers du Mikkès » (circonscription administrative de Meknès-banlieue),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des terrains domaniaux connus sous le nom « d'anciens guich des Bouakhers du Mikkès » (circonscription administrative de Meknès-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le lundi 21 mai 1923, à 8 heures du matin, à la limite nord du groupe des Bleds Rehat, Messakherine ou Saada, Messakherine D. Tafilalet B et H. Ghafs, Zemrani F. et Saoud C. et D. et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 3 chaabane 1341 (21 mars 1923).

MOHAMMED EL MOKAI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1923.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

Urbain BLANC.

Réquisition de délimitation concernant les terrains domaniaux connus sous le nom « d'anciens guich des Bouakhers du Mikkès » (circonscription administrative de Meknès-banlieue).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), por-

tant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat,

Requiert la délimitation des terrains domaniaux du Mikkès, connus sous le nom d'ancien guich des Bouakher du Mikkès (circonscription de Meknès-banlieue).

Ces terrains se répartissent en 60 bled isolés ou limitrophes les uns des autres, et ont une superficie totale de 3.713 hectares 88 ares 08, savoir :

1° Groupe comprenant les 8 bled ci-après (superficie globale : 523 h. 91 a. 42) :

Rehat Mesrakherine ou Saada ;

Messakherine D. ;
Tafilalet G. et H. ;
Raia ;
Zemrani F. ;
Saoud C. et D.

Limites :

Au nord : la limite commence au point d'intersection d'un chemin venant de Meknès et d'un chaabat. Elle suit ce chaabat dans la direction sud-est sur un parcours d'environ 670 mètres, se continue par une ligne fictive dans la direction nord-est sur une distance de 760 mètres environ et atteint un deuxième chaabat qu'elle suit pour rejoindre l'oued Mikkès à hauteur du marabout de Sidi Mokrfi, à environ 680 mètres à l'ouest du dit marabout.

Au nord-est et à l'est : la limite remonte le cours de l'oued Mikkès jusqu'à son croisement avec un sentier, à hauteur du douar Taya, qu'elle laisse à 350 mètres environ à l'ouest.

Au sud-est et au sud : de l'oued Mikkès, la limite suit un sentier dans la direction sud-ouest sur un parcours de 1 kilomètre environ, le séparant du terrain occupé par Si Tayeb el Mokri. Elle quitte ce sentier pour remonter au nord à 50 mètres environ, suivant une ligne fictive, et rejoint à nouveau, à 110 mètres environ plus loin, le sentier précité, qu'elle suit jusqu'à son point d'intersection avec un chemin, et revient dans la direction est à 170 mètres environ en suivant ce dernier chemin.

De ce point la limite est formée par une ligne fictive descendant vers le sud à 180 mètres environ, puis revenant vers l'est à 150 mètres environ et continuant vers le sud-est jusqu'à sa rencontre avec le chaabat. Elle suit ce chaabat qui la sépare également du terrain occupé par Si Tayeb el Mokri susvisé, et va rejoindre dans la direction ouest l'oued Mellah qu'elle longe jusqu'à son croisement avec un chemin venant de Meknès.

A l'ouest et au nord-ouest : la limite le séparant du terrain de la tribu guich des Cherarha (circonscription de Rabat), suit le chemin précité sur un parcours de 2.850 mètres environ

jusqu'à son intersection avec un seheb, point de départ de la limite nord.

2° Groupe comprenant 30 bled, savoir (superficie totale : 942 h. 58 a. 66) :

Berada ;
Chouikhat ;
Tafilalet A. B. C. D. E. F. ;
Zemrani A. B. C. D. E. ;
Saoud A.B.C.F.G. ;
Gouarem ;
Gomia.

Limites :

Au nord : la limite commence au point d'intersection d'un chaabat avec un ch min allant vers l'oued Zegotta. Elle suit ce chemin dans la direction sud-est sur un parcours de 850 mètres environ, jusqu'à sa rencontre avec un deuxième chaabat. Elle remonte ce dernier dans la direction nord-est sur 700 mètres environ, rencontre un troisième chaabat qu'elle suit dans la direction sud jusqu'à un chemin venant de Meknès.

De ce point, la limite le séparant du terrain occupé par Si Tayeb el Mokri susvisé, est constituée par une ligne fictive de 1.350 mètres environ, qui rejoint l'oued Mellah. Elle remonte ensuite le cours de cet oued sur 70 mètres environ, passe sur la rive droite et se continue par un chaabat dans la direction est sur un parcours de 900 mètres environ. A partir de ce point elle est formée à nouveau par une ligne fictive remontant vers le nord jusqu'à un sentier et se continue le long de ce sentier, s'infléchissant légèrement vers le sud-est et le séparant toujours des terrains de Si Tayeb el Mokri susvisé, jusqu'à son croisement avec un chemin. Elle suit ce chemin dans la direction nord-est, rencontre un chaabat qu'elle remonte jusqu'à un deuxième chemin venant des crêtes du Jebel Mikkès et se prolonge par un nouveau chemin à 30 mètres environ au nord, puis par une ligne fictive, qui va rejoindre un marabout situé à 30 mètres environ à l'est.

Dudit marabout, elle est formée par une ligne fictive qui coupe dans la direction nord un sentier et un chaabat à leur point de jonction, se continue sur 400 mètres environ dans la même direction, revient à l'est sur 250 mètres environ, puis au sud à 20 mètres environ où elle rejoint un chaabat. Elle suit dans la direction nord-est ce chaabat qui le sépare du terrain de Si Tayeb el Mokri susvisé jusqu'à sa rencontre avec l'oued Mikkès dont elle remonte le cours sur 700 mètres environ.

Au nord-est et à l'est : la limite remonte le cours dudit oued jusqu'à hauteur d'un sentier. Elle suit ce sentier sur un parcours de 120 mètres environ

et se continue par une ligne fictive dans la direction sud-est, jusqu'à 10 mètres environ d'un chemin venant de l'oued précité qui le sépare du terrain de Si Taïeb el Mokri susvisé. Cette ligne fictive se continue dans la direction sud-ouest parallèlement audit chemin, jusqu'au croisement d'un chaabat et d'un sentier. De ce point, la limite suit le sentier précité le séparant toujours du terrain d'El Mokri susvisé.

Puis la limite est de nouveau formée par une ligne fictive qui contourne le terrain dit « Si Bouehla », en se dirigeant vers le nord-ouest sur un parcours de 320 mètres environ, redescend ensuite vers le sud-ouest où elle atteint le marabout « Sidi Cherkaoui » et revient dans la direction sud-est pour rejoindre le sentier qu'elle suit à nouveau jusqu'à son croisement avec un chemin qui passe par une crête, à environ 100 mètres au sud du Jebel Mikkès.

Elle suit ce dernier chemin dans la direction sud-est sur un parcours de 500 mètres, laissant à l'est le terrain de Si Taïeb el Mokri susvisé. De ce point, elle est formée par une ligne fictive de 1.250 mètres environ, revenant dans la direction est et rejoignant un chaabat qu'elle longe dans la même direction sur 500 mètres environ, laissant au nord le terrain précité. Elle se continue ensuite par une ligne fictive jusqu'à un chemin allant vers le sud-est, suit ce chemin sur un parcours de 300 mètres environ, revient vers le sud sur 30 mètres environ et aboutit à un deuxième chemin qu'elle suit également dans la direction du premier jusqu'à un talus au-dessus de l'oued Mikkès qu'elle longe sur 110 mètres environ dans la direction sud.

Au sud-est et au sud : la limite partant de ce talus est formée par une ligne fictive allant rejoindre dans la direction sud-ouest un chaabat. Elle longe ce chaabat qui le sépare du terrain de Haj Mohamed el Mokri, passe devant le douar de Mohamed bel Haj, traverse un col et rejoint l'oued Mellah. Elle descend ensuite le cours de cet oued jusqu'à un chemin allant sur le territoire des Gueddara, qu'elle suit sur un parcours de 950 mètres environ.

Au sud-ouest et à l'ouest : du chemin précité, la limite est formée par une ligne fictive de 1.100 mètres environ allant dans la direction nord-ouest rejoindre une piste venant de Meknès. Elle suit cette piste vers le nord sur 250 mètres environ et se continue par un chaabat dans la direction ouest jusqu'à sa rencontre avec un sentier.

A partir de ce sentier, elle est formée par une ligne fictive revenant sur 50 mètres environ vers le sud-ouest, puis vers

l'ouest et de nouveau vers le sud, où elle rencontre un chaabat. Elle suit ce chaabat dans la direction ouest sur un parcours de 250 mètres, qui le sépare du territoire des Gueddara, remonte au nord-ouest, suivant une ligne fictive de 250 mètres environ, rejoint un sentier qu'elle suit également, traverse le douar Beni Zemmour et atteint un autre chaabat.

Elle remonte ce dernier chaabat jusqu'à son croisement avec un chemin qu'elle suit pour atteindre un nouveau chaabat et remonte ce dernier jusqu'à sa rencontre avec un chemin, point de départ de la limite nord.

3° Bled Zegota, d'une superficie de 30 hectares environ.

Limites :

Au nord : la limite est formée par un chemin partant de l'oued Zegota et allant dans la direction est rejoindre un sentier.

A l'est : par ledit sentier, qu'elle suit dans la direction sud sur un parcours de 300 mètres environ.

Au sud-est et au sud : la limite est formée par une ligne fictive partant dudit sentier et allant dans la direction sud-ouest rejoindre un chaabat qu'elle remonte dans la direction nord-ouest sur un parcours d'environ 300 mètres. De ce point, elle se continue par une ligne fictive qui revient dans la direction sud-ouest et le sépare du territoire des Gueddara, coupe un chemin et va rejoindre l'oued Zegota à environ 100 mètres au nord-ouest du marabout de Sidi Ameur.

A l'ouest et au nord-ouest : elle descend le cours de l'oued Zegota jusqu'à hauteur d'un sentier formant la limite nord.

4° Bled Hahaya, d'une superficie de 14 hectares environ.

Limites :

Au nord : la limite commence au point d'intersection d'un chaabat et d'un chemin venant de l'oued Zegota. Elle suit ce chemin dans la direction sud-est jusqu'à son croisement avec une piste allant vers Meknès.

A l'est et au sud-est : elle suit la piste précitée dans la direction sud-ouest sur un parcours d'environ 800 mètres, jusqu'à sa rencontre avec un chaabat.

Au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest : la limite remonte le chaabat susvisé jusqu'à sa rencontre avec le chemin venant de l'oued Zegota, point de départ de la limite nord.

5° Groupe de 10 bled, savoir (Superficie totale : 901 h. 56 ares) :

Abid Zeka 8/3 ;
Lalla Hafsa ;
Kholoua 6/1 et 6/2 ;
Messakherine A.B.C. ;
Rehat el Askri 4/1 et 4/2 ;
Dehar el Ahras.

Limites :

Au nord et à l'est : la limite est formée par l'oued Mikkès.

Au sud et au sud-ouest : elle remonte le cours de l'oued Mikkès sur un parcours d'environ 550 mètres, puis se continue par un chemin allant dans la direction nord jusqu'à une séguia qu'elle suit dans la direction sud-ouest sur 500 mètres environ, pour rejoindre un deuxième chemin.

De ce point, elle est formée par ce dernier chemin, qui le sépare du territoire des Romrah ; elle passe à 100 mètres environ à l'ouest d'un douar, coupe un chaabat et le longe sur 200 mètres environ, coupe un nouveau chaabat à environ 250 mètres plus loin, puis un troisième à environ 130 mètres du premier, rejoint un sentier, et, du point de croisement avec ce dernier, se prolonge dans la direction nord-ouest à 600 mètres environ.

A l'ouest : la limite le sépare de la propriété Ould Si Kheroun, est formée d'abord par une ligne fictive de 300 mètres environ, allant dans la direction nord-est, puis par un chaabat qu'elle remonte vers le nord ; elle coupe ensuite un chemin venant de l'oued Mikkès et atteint un deuxième chaabat qu'elle suit sur 700 mètres environ.

De ce point, elle est formée par une ligne fictive allant dans la direction nord-ouest sur 200 mètres environ, puis vers le nord-est, jusqu'à sa rencontre avec l'oued Mikkès, point de départ de la limite nord.

6° Groupe de 20 bled, savoir (superficie totale : 1.363 h. 88) :

Abid Zenka 8/1 ;
Abid Zenka 8/2 ;
Abid Zenka 8/4 ;
Abid Zenka 8/5 ;
Abid Zenka A. B. C. D. E. F. G.

Mustafia ;
Hamra ;
Dahar Allal ;
Bouahalia 9 ;
El Houta 10 ;
Hanafia 11/1, 11/2, 11/3 ;
Azouzia.

Limites :

Au nord : la limite commence par une ligne fictive de 1 kilomètre environ, partant d'un chemin et allant dans la direction est rejoindre un deuxième chemin qu'elle suit sur un parcours d'environ 450 mètres, le séparant du terrain El Mokri susvisé. Elle se continue vers le nord-est par une ligne fictive de 250 mètres environ, puis par un chaabat, coupe un chemin qu'elle longe sur 170 mètres environ et va rejoindre un nouveau chemin dans la direction nord.

De ce point, elle est formée de nouveau par une ligne fictive de 900 mètres environ, qui coupe un chemin et se continue par un chaabat qu'elle remonte sur un parcours de 480 mètres environ, le séparant

toujours du terrain El Mokri susdit.

A l'est : la limite partant de ce dernier chaabat susvisé, est formée par une ligne fictive de 400 mètres environ, la séparant de la propriété Ould Si Kheroun et allant rejoindre dans la direction sud-est un chaabat qu'elle suit sur un parcours de 1 kilomètre environ. Elle se continue dans la direction ouest à 200 mètres environ sur une ligne fictive passant au nord de quelques jardins, remonte dans la direction nord sur 80 mètres environ, revient à l'ouest et atteint un chemin avec lequel elle descend vers le sud sur un parcours de 400 mètres environ, le séparant de la propriété Kheïssa.

Du chemin précité, elle suit à nouveau une ligne fictive de 300 mètres environ dans la direction sud-ouest rejoindre un autre chemin. Elle suit ce chemin dans la direction sud, croise un deuxième chemin allant vers l'est, à hauteur d'un douar, traverse des jardins et se continue au sud, suivant le même chemin, qui le sépare des bled Kheïssa et Zerouina, jusqu'au col de Bab Oujaine.

Au sud-est et au sud : Du col précité, la limite est formée par le chaabat « Razozi » allant dans la direction sud-ouest rejoindre l'oued Mellah et le séparant du bled Zranna. Elle descend le cours de l'oued Mellah, le séparant toujours du bled susdit jusqu'à son croisement avec un chemin.

De ce point, elle est formée par ledit chemin qu'elle suit dans la direction sud, sur un parcours d'environ 1.100 mètres, laissant à l'est le bled Zranna, se continue par un chaabat qu'elle suit parallèlement au chemin susvisé sur 400 mètres environ, puis par une ligne fictive allant rejoindre dans la direction ouest un deuxième chaabat.

Au sud-ouest et à l'ouest : la limite remonte ce dernier chaabat dans la direction ouest, le séparant du bled Zranna susdit, puis dans la direction nord le séparant du terrain dit « Zemrani », coupe l'oued Mellah et se continue par le prolongement du même chaabat jusqu'à un chemin. Elle suit ce chemin dans la direction nord-est sur 300 mètres environ jusqu'à hauteur d'une ligne fictive, point de départ de la limite nord.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré carmin au plan, en deux feuilles, annexé à la présente réquisition.

Les opérations de délimitation commenceront le lundi 21 mai 1923, à heures du matin, à la limite nord des 8 bled formant le premier groupe susvisé, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 15 février 1923.

FAVEREAU.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDADistribution par contribution
veuve Ducros

Il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance d'Oujda, en exécution des articles 357 et suivants du dahir de procédure civile, une procédure de distribution par contribution judiciaire de la somme de neuf mille quatre cent cinquante francs quarante centimes provenant de la vente des biens mobiliers ayant appartenu à la dame veuve Ducros, naguère propriétaire de l'Hôtel International, à Oujda.

Les créanciers devront, à peine de déchéance, produire leurs titres accompagnés de toutes pièces justificatives dans un délai de trente jours à compter de la dernière publication au *Bulletin Officiel*.

Pour deuxième et dernière insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDABUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES

D'un jugement rendu par défaut par le tribunal de pre-

mière instance d'Oujda, le 20 décembre 1922, notifiée le 13 janvier 1923, il appert que le divorce a été prononcé d'entre la dame Gancel Hélène Maria, sans profession domiciliée à Oujda.

Et M. Durandau Louis Augustin, professeur au collège d'Oujda, y demeurant, aux torts de ce dernier.

Oujda, le 16 avril 1923.

Le Secrétaire-greffier en chef,
PEYRE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDALiquidation judiciaire
Messaoud Benichou

Deuxième et dernière vérification des créances

MM. les créanciers de la liquidation judiciaire du sieur Messaoud Benichou, commerçant à Talsint (territoire de Bou Denib) sont invités à se présenter dans la salle des audiences du tribunal d'Oujda, le jeudi 3 mai, à 16 heures, à l'effet de procéder à la réunion de vérification des créances. Les créanciers qui n'auraient pas encore produit leurs titres de créance sont invités à le faire avant le jour fixé pour la réunion entre les mains de M. Causse, secrétaire-greffier liquidateur, sous peine de forclusion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA

Distribution par contribution

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de paix d'Oujda une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente des biens mobiliers appartenant au sieur El Kouby Abraham, commerçant à Taourirt, à la requête de la Compagnie Algérienne.

Tous les créanciers du sieur El Kouby Abraham devront produire leurs titres de créance au secrétariat du tribunal dans un délai de trente jours à compter de la présente publication à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
REVEL MOUROZ.

TRIBUNAL DE PAIX D'OUJDA

Distribution par contribution

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de paix d'Oujda une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente des biens mobiliers appartenant au sieur Salomon de Salem Amsellem, commerçant à Figuig, à la requête de M^{re} Salomon et David Amsellem.

Tous les créanciers du sieur Salomon de Salem Amsellem devront produire leurs titres de créance au secrétariat du tribunal dans un délai de trente jours à compter de la présente publication à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
REVEL MOUROZ.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société Anonyme

Capital : 100.000.000 fr. entièrement versés. — Réserves : 80.000.000 de francs

Siège Social à Paris : 50, rue d'Anjou

AGENCES : Bordeaux, Cannes, Gênes, Marseille, Montpellier, Nice, Antibes, Grasse, Montau, Monte-Carlo, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie

AU MAROC : Casablanca, Tanger, Fès-Mellah, Fès-Médina, Kénitra, Larache, Marrakech-Médina, Marrakech-Bouéiz, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Rabat, Safi, Salé et Taza

Comptes de dépôts : à vue et à préavis. Bons à échéance fixe. Taux variant suivant la durée du dépôt. Escompte et encaissement de tous effets. Opérations sur titres, opérations de change. Location de coffres-forts. Toutes opérations de Banque et de Bourse.

CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

Société anonyme au capital de 125.000.000 de francs. — Fondée en 1880

Siège social : ALGER, Boulevard de la République, 8

Siège Central : PARIS, 45, rue Cambon

Succursales à Londres, Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, Smyrne, Beyrouth, Malte, Gibraltar

Succursales et agences dans les principales villes d'Algérie et de Tunisie

AU MAROC : Casablanca, Fedalah, Fès-Mellah, Fès-Médina, Kénitra, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Rabat, Safi, TANGER, Larache, Méliila

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Prêts fonciers. — Ordres de Bourse — Location de Coffres-forts. — Change de Monnaies — Dépôts et Virements de Fonds. — Escompte de papier. — Encaissements. — Ouverture de Crédit.

ÉTABLISSEMENTS FOURRÉ ET RHODES

Société anonyme au capital de 5.000.000 de francs

Capital porté à 7.000.000 de francs

Siège Social : 9, rue Fortuny, PARIS, (17^e)

À la suite d'une entente amiable intervenue entre l'Association en participation MIDRECOURT et BUERLE, Marcel et René DREYFUS d'une part, et les ÉTABLISSEMENTS FOURRÉ et RHODES d'autre part, ces derniers ont repris, à la date du 1^{er} avril, l'ensemble des travaux en cours d'exécution de l'Association en Participation au Maroc. L'adresse du siège des Etablissements FOURRÉ et RHODES est la suivante :

M. BARTHELEMY, ingénieur des Arts et Manufactures, 54, avenue de la Marine, à Casablanca.

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 548, en date du 24 avril 1923,

dont les pages sont numérotées de 509 à 536 inclus.

Rabat, le.....192...

Vu pour la légalisation de la signature

de M.....

apposée ci-contre.

Rabat, le.....192...